



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 SEPTEMBRE 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18TH SEPTEMBER, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publica-

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

tion, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4089

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

4090

Nominations

Département de l'Instruction Publique

No 1—Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du dixième jour de septembre 1926, de nommer M. Albert Sears, commissaire d'écoles pour la municipalité de Châteauguay, dans le comté de Châteauguay. 4255

No 86.—Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du dixième jour de septembre 1926, de nommer M. M.-C. Walsh, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Anicet, No 2, dans le comté de Huntingdon. 4257

No 120—Elec.

Nomination de quatre commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du dixième jour de septembre 1926, de nommer MM. Wilfrid Soucy, industriel, Arthur Lavoie, marchand, Alphonse Levesque, cultivateur, Euchariste Picard, rentier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Antonin, dans le comté de Témiscouata. 4259

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 10 août 1926.

M. L.-C. Boisjoly, de la cité de Montréal, employé de la compagnie "Canadian National Railways", juge de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des S.R.Q., 1925, chapitre 145, section 358.

Appointments

Department of Public Instruction

No. 1—Elec.

Appointment of a School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an Order in Council dated the tenth day of September, 1926, to appoint Mr. Albert Sears, a School Commissioner for the municipality of Chateauguay, in the county of Chateauguay. 4256

No. 86—Elec.

Appointment of a School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an Order in Council dated the tenth day of Spetember, 1926, to appoint Mr. M. C. Walsh, a School Commissioner for the municipality of Saint Anicet, No. 2, in the county of Huntingdon. 4258

No. 120—Elec.

Appointment of four School Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an Order in Council dated the tenth day of September, 1926, to appoint Messrs. Wilfrid Soucy, manufacturer, Arthur Lavoie, merchant, Alphonse Levesque, farmer, Euchariste Picard, annuitant, School Commissioners for the municipality of Saint Antonin, in the county of Temiscouata. 4260

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, August 10, 1926.

L. C. Boisjoly, of the city of Montreal, employee of the "Canadian National Railways", to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Q.R.S. 1925, ch. 145, sec. 358.

Québec, le 14 août 1926.

M. J.-D. Rainville, de Saint-Hyacinthe, percepteur du revenu de la province pour le district du revenu de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 17 août 1926.

MM. Thos.-H. Mulligan, de Kazubazua, et James-M. McConnell, de West Alwin, juges de paix pour le district de Hull.

M. J.-Armand Lachapelle, de Joliette, juge de paix pour le district de Joliette.

MM. Albert Richard, marchand, et Amédée Désilets, rentier, tous deux de Sainte-Eulalie, juges de paix pour le district de Nicolet.

Québec, le 18 août 1926.

M. Samuel Mercure, de Saint-Augustin, juge de paix pour le district de Québec.

Québec, le 23 août 1926.

MM. Thomas O'Neil, ouvrier, Arthur Allard, marchand, et Adolphe Robert, libraire, tous de Lachine, commissaires pour tenir la Cour de Commissaires de Saint-Michel *alias* Saints-Anges de Lachine, comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal.

Québec, le 31 août 1926.

M. Eusèbe Huard, de la ville du Lac Mégantic, bourgeois, juge de paix pour le district de Beauce.

M. Charles-Joseph Couturier, de Tourville, employé de chemin de fer, juge de paix pour le district de Montmagny. 4261

Quebec, August 14, 1926

J. D. Rainville, of Saint Hyacinthe, collector of Revenue, of the Province for the revenue district of Saint Hyacinthe.

Quebec, August 17, 1926

Thos. H. Mulligan, of Kazubazua, and James McConnell, of West Alwin, Justices of the Peace for the district of Hull.

J. Armand Lachapelle, of Joliette, Justice of the Peace for the district of Joliette.

Albert Richard, merchant, and Amédée Désilets, annuitant, both of Sainte Eulalie, Justices of the Peace for the district of Nicolet.

Quebec, August 18, 1926.

Samuel Mercure, of Saint Augustin, Justice of the Peace for the district of Quebec.

Quebec, August 23, 1926.

Thomas O'Neil, laborer, Arthur Allard, merchant, and Adolphe Robert, stationer, all of Lachine, Commissioners for the holding of the Commissioners' Court at Saint Michel *alias* Saints Anges de Lachine, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal.

Quebec, August 31, 1926.

Eusèbe Huard, of the town of Lake Megantic, gentleman, Justice of the Peace for the district of Beauce.

Charles Joseph Couturier, of Tourville, railway employee, Justice of the Peace for the district of Montmagny. 4262

Arrêté en Conseil

COPIE du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 9 septembre 1926, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 septembre 1926.

Concernant le tarif des registrateurs.

1526

L'Honorable Procureur général, dans un mémoire en date du 8 septembre, (1926), expose :

Qu'en vertu des Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 108, article 6, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si une demande à cette fin lui est faite par résolution du conseil d'une municipalité, ordonner au registrateur de la division d'enregistrement à laquelle cette municipalité appartient, de donner avis par écrit au greffier ou au secrétaire-trésorier de l'aliénation de tout immeuble situé dans le territoire de cette municipalité;

Que cet avis, donné par lettre, doit contenir la description de l'immeuble, les noms, prénoms, adresses et occupations de chacune des parties à l'acte translatif de propriété et la nature de cet acte;

Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, de temps à autre, fixer les honoraires du registrateur pour ces services;

Qu'il importe d'établir le tarif des honoraires mentionnés ci-dessus;

En conséquence, l'Honorable Procureur général recommande que le tarif des registrateurs de la province de Québec soit amendé en y ajoutant, après l'article 32, le titre et l'article suivant :

Order in Council

COPY of a report of a committee of the Honourable the Executive Council, dated the 9th of September, 1926, approved by the Lieutenant-Governor the 10th of September, 1926.

Respecting Registrars' Tariff.

1526

The Honourable Attorney General, in a memorandum dated the 8th of September, 1926, sets forth:

That under the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 108, article 6, the Lieutenant-Governor in Council may, when application to that effect is made to him by a resolution of the council of a municipality, order the registrar of the registration division to which such municipality belongs, to give notice in writing to the clerk or secretary-treasurer of the transfer of any immovable property situate within the territory of such municipality;

That such notice, which is given by letter, shall contain the description of the property, the name in full, address and occupation of each of the parties to the deed transferring the property, and the nature of such deed;

That the Lieutenant-Governor in Council may also, from time to time, fix the registrar's fees for such services;

That it is expedient to establish the tariff of fees hereabove mentioned;

Therefore, the Honourable Attorney General recommends that the registrars' tariff of the Province of Quebec be amended by adding thereto, after article 32, the following title and article:

Avis des mutations de propriétés aux conseils municipaux, conformément aux statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 108, article 6.

33. Pour chaque avis envoyé à un conseil municipal, y compris les frais de poste, que cet avis contienne plusieurs lots ou parties de lots et qu'il s'agisse de plusieurs actes d'aliénation ou d'un seul..... \$1.00

Pour la description de chaque lot ou partie de lot, y compris les noms, prénoms, adresse et occupation de chacune des parties à l'acte translatif des propriétés et la nature de cet acte..... 10

N.-B.—Le registrateur ne devra envoyer qu'un seul avis par mois à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ordonne que cet avis soit transmis plus souvent.

Certifié,

Le député greffier du Conseil Exécutif,
4233 WM LEARMONTH.

Notice of the transfer of ownership of property to municipal councils, in conformity with the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 108, article 6.

33. For each notice sent to a municipal council including the cost of postage, whether such notice contains several lots or parts of lots and that it concerns several deeds of transfer or one only..... \$1.00

For the description of each lot or part of lot including the name in full, address and occupation of each of the parties to the deed transferring the property, and the nature of such deed..... 10

N.-B. The registrar shall only send one notice per month, unless the Lieutenant-Governor in Council orders that such notice be transmitted oftener.

Certified,

WM. LEARMONTH,
4234 Deputy Clerk Executive Council.

Lettres patentes

Letters patent

"Horn's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'août 1926, constituant en corporation: Peter Bercovitch, avocat et conseil en loi du roi, Harry Cohen, avocat, et James Johnston, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements, salles à manger, et faire les affaires de pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, bières, liqueurs spiritueuses et tabac, conformément aux lois de la province de Québec, et de commerçants de toutes sortes de mets *délicatessen*;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que l'industrie de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur tels placements qui seront de temps à autre déterminés;

Acquérir par achat, location ou autrement toutes les propriétés mobilières et immobilières, foncières et personnelles que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son entreprise ou de toute partie d'icelle, soit directement ou comme placements pour l'excédent de ses fonds, et les vendre, louer, échanger, gager et hypothéquer;

Acquérir et entreprendre généralement la totalité ou aucune partie du commerce, des propriétés, de la clientèle et de l'entreprise, des droits et de l'actif, et assumer la totalité ou toute partie du passif de toute personne, firme, société, association ou compagnie exerçant toute industrie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de leur prix d'achat;

"Horn's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1926, incorporating: Peter Bercovitch, advocate and King's counsel, Harry Cohen, advocate, and James Johnston, accountant, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth, dining-room, licensed victuallers, and wine, beer and spirit and tobacco merchants in accordance with the laws of the Province of Quebec; and dealers in all kinds of *delicatessen* foods;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To invest the moneys of the company not immediately required in such investments as may from time to time be determined;

To acquire by purchase, lease or otherwise all property, moveable and immoveable, real and personal, that the company may deem necessary for the purposes of its undertakings or any part thereof, either directly or as an investment of its surplus funds, and to sell, lease, exchange, pledge and hypothecate the same;

To acquire and undertake generally the whole or any part of the business, property, good-will and undertaking, rights and assets, and to assume the whole or any part of the liabilities of any person, firm, partnership, association or company carrying on any business with objects similar in whole or in part to those which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company for the payment of the purchase price thereof;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prélever et aider à prélever des fonds pour telle personne, firme ou compagnie ou pour toute autre personne ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, et garantir l'exécution de leurs contrats et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute personne, firme ou compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou les approprier autrement;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou d'autres droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel ou en échange pour des actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant des affaires semblables ou incidentes aux affaires de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, approprier la totalité ou partie de l'actif, la propriété, droits, ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, particulièrement pour des actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures, actions-obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but d'acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Faire toutes les choses susmentionnées comme principaux, agents, sous-agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Généralement, faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Horn's, Limited".

Le montant de capital de la compagnie sera de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or any other person or persons with whom this company may have business relations, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To distribute, in specie or otherwise, any of the assets of the company among its members, and in particular the shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others;

Generally to do all such other things, as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Horn's, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Il est par les présentes ordonné et déclaré que (a) le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi; (b) la compagnie ne fera pas appel au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4203 C.-J. SIMARD.

"St. James Shoes, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'août 1926, constituant en corporation: Royal-E.-C. Werry, Bernard Silverman et Béatrice McKeown, le premier, avocat, et les deux derniers, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, troquer, faire le commerce et le trafic de toutes sortes de gants, mitaines, bottes sauvages, chaussures, souliers, claques, pardessus, vêtements et autres marchandises de toutes sortes et de toute description;

Préparer, teindre et tanner des pelleteries et peaux de toutes sortes;

Etablir des succursales pour la vente et la fabrication des produits de la compagnie;

Modifier, améliorer, embellir, démolir, enlever et autrement disposer des bâtiments possédés ou détenus par la compagnie et bâtir, ériger et construire des édifices sur des terrains possédés, loués ou détenus par la compagnie ou dans lesquels la compagnie a des intérêts, et maintenir, réparer, gérer, surveiller et mettre en opération les édifices possédés ou détenus par la compagnie et les louer, sous-louer, vendre ou en disposer autrement et donner à bail, louer ou sous-louer des chambres, bureaux ou appartements dans tels édifices, aux termes et conditions qui pourront être convenus, et donner et fournir aux locataires et autres un service d'éclairage, de chauffage et de force motrice, de concierge, de messenger et de téléphone, et les cabinets de toilette, ascenseurs, salles de rafraîchissements et salles d'attente et autres commodités et avantages usuels ou nécessaires, et généralement bâtir, posséder, louer, maintenir et exploiter des conciergeries, bureaux et autres édifices;

Souscrire, acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, détenir et posséder et, tant qu'elle les détiendra, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de détenteurs et propriétaires, recevoir et distribuer comme bénéficiaires les dividendes et intérêts sur telles valeurs, et garantir, vendre avec ou sans garantie ou autrement disposer et faire le commerce d'actions, obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou compagnies dont les fins et objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exercent tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et établir, promouvoir ou autrement aider toute autre compagnie ou compagnies semblables;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qu'elle déterminera de temps à autre;

And it is hereby ordained and declared that (a) the number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ; (b) no appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the company.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4204 Assistant Provincial Secretary.

"St. James Shoes, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1926, incorporating: Royal E. C. Werry, Bernard Silverman and Beatrice McKeown, the former, advocate, and the latter two clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, trade, deal in and deal with all kinds of gloves, mitts, moccasins, boots, shoes, rubbers, over-shoes, wearing apparel and other goods of every kind and description;

To dress, dye and tan skins and hides of all kinds;

To establish branch stores and branch manufacturing;

To alter, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings owned or held by the company and to build, erect and construct buildings on lands owned, leased or held by the company or in which the company is interested, and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings owned or held by the company, and to lease, sublet, sell or otherwise dispose of the same, and to grant, lease or sublet rooms, offices or apartments therein, upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to provide for and supply to the tenants and others light, heat, power, attendance, messenger, telephone, lavatories, elevators, refreshment and waiting rooms and all other conveniences and advantages, usual or necessary, and generally to carry on the business of building, owning, leasing, maintaining and operating apartment houses, offices and other buildings;

To subscribe for, purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own, and while holding same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof, receive and distribute as profits the dividends and interest thereon, and to guarantee, sell, with or without guarantee and otherwise dispose of, deal in shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company or companies having purposes and objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou autres droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, comme aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement, émettre des actions acquittées, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel ou en échange pour les actions, obligations, débetures, titres ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable au commerce de cette compagnie, ou un commerce connexe;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, actions ou autrement, selon que résolu, comme dividende, bonis ou de toute autre manière jugée à propos, toute partie des biens ou de l'actif de la compagnie, ou les argents provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle aura le pouvoir de disposer;

Acquérir et posséder des actions et certificats dans toute compagnie ou compagnies et les vendre ou les négocier autrement;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privileges, licenses or concessions which this company may lawfully acquire, as also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise and to issue fully paid shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures, stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, shares or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company or which it may have power to dispose of;

To acquire and own shares and certificates of any other company or companies and to sell or otherwise deal with the same;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, embranchements et voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle, sur les propriétés de ou sous le contrôle de la compagnie et pour les seules fins de son commerce et de son industrie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation,

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for public, general or useful objects;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, on the property of or under the control of the company and for the sole purpose of its commerce and industry;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant,

aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et, particulièrement, annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées en qualité de principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Saint James Shoes, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août 1926.

4205 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

and to pay for, aid in, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "St. James Shoes, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1926.

4206 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Kransmann's Lorrain Café, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour d'août, 1926, à la compagnie "Kransmann's Lorrain Café Limited", ratifiant un règlement de la dite compagnie décrétant une réduction de son capital de \$49,000.00 à \$19,000.00, par la cancellation de 200 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Supplementary Letters Patent

"Kransmann's Lorrain Café, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fourth day of August, 1926, to the company "Kransmann's Lorrain Café, Limited", ratifying a by-law of the said company reducing its capital-stock from \$49,000.00 to \$19,000.00, by the cancellation of 200 shares of a par value of \$100.00 each.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-quatrième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4207 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty fourth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4208 Assistant Provincial Secretary.

**"La Renardière de Laval des Rapides,
Incorporée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour d'août, 1926, à la compagnie "La Renardière de Laval des Rapides, Incorporée", ratifiant un règlement de la dite compagnie augmentant son capital de \$20,000.00 à \$40,000.00, par la création de 200 actions additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce dix-huitième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4209 C.-J. SIMARD.

**"La Renardière de Laval des Rapides,
Incorporée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1926, to the company "La Renardière de Laval des Rapides, Incorporée", ratifying a by-law of the said company increasing its capital-stock from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 200 additional shares of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this eighteenth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4210 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Boston Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans et sur le transport intérieur, le et après ce troisième jour de septembre, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts refondus de Québec, 19 5, ce troisième jour de septembre 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
4157-37-2

Avis est par les présentes donné au public que Michael Garber, avocat, 5 Parkman Place, Westmount, Joseph Shapiro, avocat, 353 Addington, Westmount, Bertha Garmaise, secrétaire, 1649 rue Jeanne-Mance, Sarah Miller, secrétaire, 120 rue Saint-Jacques, et James E. Van Leer, 76 rue William, cité de New-York; s'adresseront au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle* de Québec, pour les constituer en corporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Windsor, Limitée" (en français), et sous le nom de "Windsor Insurance Co., Limited" (en anglais), avec un capital de \$500,000, divisé en cinq mille actions de cent piastres chacune, en vertu des dispositions de la loi des assurances de Québec et ses amendements, aux fins d'obtenir le pouvoir de faire des affaires d'assurance sur la vie, sur les accidents, contre le feu et contre la maladie; des affaires d'assurance de garantie et de cautionnement; des affaires d'assurance contre toute perte de propriété ou tout dommage à la propriété, causé par accident, y compris les explosions, ou par suite du vol avec ou sans effraction; sur les glaces (plate-glass); et aussi des affaires d'assurance sur les véhicules-

Insurances

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Boston Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage and automobile insurance, has been extended to include tornado and inland transportation insurance, on and after this third day of September, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this third day of September, 1926.

For the treasurer of the Province of Quebec,
O. E. SHARPE,
4158-37-2 Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
4158-37-2

Notice is hereby given to the public that Michael Garber, advocate, 5 Parkman Place, Outremont; Joseph Shapiro, advocate, 353 Addington Avenue, Westmount, Bertha Garmaise, secretary, 1649 Jeanne Mance Street, Sarah Miller, secretary, 120 St. James Street, and James E. Van Leer, insurance broker, 76 William Street, New York city, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, asking to be incorporated under the name of "The Windsor Insurance Co., Limited" (in English) and under the name of "La Compagnie d'Assurance Windsor, Limitée" (in French), with a capital stock of five hundred thousand dollars, divided into five thousand shares of one hundred dollars each, in virtue of the provisions of the Quebec Insurance Act and its amendments, to carry on the business of insurance for life and accident, fire and sickness; guarantee or suretyship insurance; insurance against any loss or damage to property by accidental causes, including explosions, larcenies, houses breaking or burglary, and plate glass insurance; to carry on the business of insurance on motor vehicles; and also to carry on marine,

moteurs; des affaires d'assurance maritime, d'automobiles, bicycles et d'aviation et sur le bétail, sous toutes leurs formes, et pour ces fins, faire et exécuter en tout temps des polices, contrats, conventions, engagements écrits ou imprimés, selon qu'il sera jugé nécessaire et utile dans chaque cas, et généralement faire et exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins, et de manière à pouvoir les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme à la loi des assurances de Québec, relativement au dépôt et aux permis exigés et à toutes ses autres dispositions.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de septembre 1926.

MICHEL GARBER,
JOSEPH SHAPIRO,
BERTHA GARMAISE,
SARAH MILLER,
J.-E. VAN LEER.

4249—38—4

automobile, bicycles or aviation insurance and livestock insurance, and for those purposes, at all times, to issue and execute policies, contracts, agreements or conventions written or printed, according to the circumstances of such ends, and generally to do all things and matters relative to such ends and necessary to acquire same, provided that before commencing the business of such group of insurance, the company shall comply with the Quebec Insurance Act, as regards the deposit and permits and all other matters.

The principal place of business of the said company to be at Montreal.

Dated at Montreal, this fifteenth day of September, 1926.

MICHAEL GARBER,
JOSEPH SHAPIRO,
BERTHA GARMAISE,
SARAH MILLER,
J. E. VAN LEER.

4250—38—4

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Quebec, 10 septembre 1926.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de Macamic, dans le comté d'Abitibi, le huitième jour d'avril 1926, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Macamic, dans le comté d'Abitibi, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le député-greffier du Conseil exécutif,
WM LEARMONTH.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 10 septembre 1926. 4235

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, September 10, 1926.

Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Eusèbe, dans le comté de Témiscouata, le deuxième jour d'août, 1926, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, September 10, 1926.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS by resolution passed by the municipal council of Macamic, in the county of Abitibi, on the eighth day of April, 1926, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Macamic, in the county of Abitibi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

WM. LEARMONTH,

Deputy Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, September 10, 1926. 4236

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, September 10, 1926.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Eusèbe, in the county of Temiscouata, on the second day of August, 1926, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality, and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Saint-Eusèbe, dans le comté de Témiscouata, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le député-greffier du Conseil exécutif,
WM LEARMONTH.
Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.
Le sous-ministre des affaires municipales.
OSCAR MORIN.
Québec, 10 septembre 1926. 4237

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Eusèbe, in the county of Temiscouata, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

WM LEARMONTH,
Deputy Clerk Executive Council.
Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.
OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, September 10, 1926. 4238

Département de l'Instruction publique

No 1526-26.

Québec, 2 septembre 1926.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Nemtayé", les lots Nos 1 à 50 inclusivement des rangs 4, 5 et 6 du canton Nemtayé, dans le comté de Matapédia. 4185-37-2

Department of Public Instruction

No. 1526-26.

Quebec, September 2nd, 1926.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Township Nemtayé", the lots Nos. 1 to 50 inclusively of ranges 4, 5 and 6 of the township Nemtayé, in the county of Matapédia. 4186-37-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 7431.

Dame Maude Lyster, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse de George-William Skillin, vendeur, du même lieu, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,
WILFRID BESSETTE.

Montréal, 11 septembre 1926. 4239-38-4

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 7431. Dame Maude Lyster, of the city of Outremont, district of Montreal, wife of George William Skillin, salesman, of the same place, duly authorized, has taken an action in separation as to property against her said husband.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, September 11, 1926. 4240-38-4

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 1175.

Dame Elmière Baillargeon, de Makamik, district d'Abitibi, épouse légalement commune en biens d'Omer Labranche, journalier, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Omer Labranche, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
JOS. DUGUAY.

Amos, le 8 septembre 1926. 4247-38-4

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 1175.

Dame Elmière Baillargeon, of Makamik, district of Abitibi, wife legally common as to property of Omer Labranche, laborer, of the same place, Plaintiff; vs said Omer Labranche, Defendant.

A suit for separation of property has been brought in that case, on the twelfth day of August, 1926.

JOS. DUGUAY,
Attorney for Plaintiff.

Amos, September 8, 1926. 4248-38-4

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 20. Dame Christiana Salvail, épouse commune en biens de Emilien Fournier, cultivateur, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Emilien Fournier défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10^{ième} jour de juillet 1926.

Sweetsburg, 31 août 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
4115-36-4 NUTTING & GINGRAS.

Cour Supérieure, district de Montréal, No 6374. De. Henriette-Hubertine Farnesyn, dûment autorisée, épouse de Joseph-Jacques-Jules Sauveur, des cité et district de Montréal, deman-

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 20. Dame Christiana Salvail, wife common as to property of Emilien Fournier, farmer, of the township of Stukely, in the district of Bedford, duly authorized, plaintiff; vs the said Emilien Fournier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 10th of July, 1926.

Sweetsburg, August 31st, 1926.

4116-36-4 NUTTING & GINGRAS,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court, district of Montreal, No. 6374. De. Henriette Hubertine Farnesyn, duly authorized, wife of Joseph Jacques Jules Sauveur, of the city and district of Montreal, plain-

deresse; contre ledit Sauveur, forgeron, de la même place, défendeur, a, ce 1er jour de septembre 1926, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L'avocat de la demanderesse,
4127—36-4 WILFRID BESSETTE.

Province de Québec, district de Chicoutimi. Cour Supérieure, No 182. Dame Eugénie Delisle, de Larouche, épouse de Ernest Dubois, industriel de Larouche, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Dubois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28ème jour de mai 1926. Chicoutimi, le 6 juillet 1926.

Le procureur de la demanderesse,
3999—35-4 CHS-ED. CHAYER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 418. Dame Marie Lachance, épouse de Joseph Deblois, cultivateur, de Saint-Romain, demanderesse; vs Joseph Deblois, cultivateur, Saint-Romain, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 21ème jour d'août 1926. Sherbrooke, ce 21 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
4001—35-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, No 2561. Dame Léontine Lefebvre, épouse de Patrick Dolbec, charretier, de Saint-Casimir, demanderesse; vs Phydime Dolbec, médecin, de Sainte-Anne-de-la-Pérade, en sa qualité de curateur au dit Patrick Dolbec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-troisième jour d'août 1926.

Québec, 23 août, 1926.
Les procureurs de la demanderesse,
4003—35-4 BEDARD & FLYNN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 11308. Dame Clara Silverman, des cité et district de Montréal, épouse commune des biens de William Malitz, manufacturier, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre William Malitz, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ème jour d'août 1926.

Montréal, 21 août 1926.
Le procureur de la demanderesse,
4027—35-4 I.-J. CHARNES.

tiff; vs the said Sauveur, blacksmith, of the same place, defendant, has, this 1st day of September 1926, instituted an action in separation as to property against her husband.

4128—36-4 WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi. Superior Court, No. 182. Eugenie Delisle, wife of Ernest Dubois, industrial, from Larouche, duly authorized, plaintiff; vs the said Ernest Dubois, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 28th of May, 1926. Chicoutimi, 6 th of July, 1926.

4000—35-4 CHS. ED. CHAYER,
Attorney for the plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 418. Dame Marie Lachance, wife of Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, plaintiff; vs Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on August 21st, 1926. Sherbrooke, this 21st August, 1926.

4002—35-4 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. No. 2561. Dame Léontine Lefebvre, wife of Patrick Dolbec, carter, of Saint Casimir, plaintiff; vs Phydime Dolbec, physician, of Sainte Anne de la Pérade, in his quality of curator to the said Patrick Dolbec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty third day of August, 1926.

Québec, August 23, 1926.
4004—35-4 BEDARD & FLYNN,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 11308. Dame Clara Silverman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Malitz, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs William Malitz, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th day of August, 1926.

Montreal, August 21st, 1926.
4028—35-4 I. J. CHARNES,
Attorney for plaintiff.

Avis divers

VALCO MINES COMPANY
(No personal liability)

Constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec.

Règlement No 1

concernant l'augmentation des directeurs.

Il est, par le présent règlement No 1 de la "Valco Mines Company" (libre de responsabilités personnelles), ordonné et statué comme suit, savoir:

Miscellaneous Notices

VALCO MINES COMPANY
(No personal liability)

Incorporated under the Quebec Mining Companies' Act.

By-Law No 1

respecting the increase of directors.

It is hereby ordered and enacted by the present by-law No. 1 of the "Valco Mines Company" (No personal liability) as follows, to wit:

A l'avenir, le bureau de direction de la compagnie se composera de sept directeurs au lieu de trois tel que pourvu aux lettres patentes.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce neuvième jour de septembre 1926.

Le président,
(Signé) PHILEMON VALLIERES

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) HONORE-J. PINSONNAULT.

Vraie copie,
Le secrétaire-trésorier,

H.-J. PINSONNAULT.

Je soussigné, Honoré-J. Pinsonnault, secrétaire-trésorier de la "Valco Mines Company", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus du bureau de direction provisoire de la compagnie a été, ce neuvième jour de septembre 1926, dûment approuvé par le vote des actionnaires représentant la totalité en valeurs du capital souscrit de la compagnie, à l'assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Et j'ai signé:

Le secrétaire-trésorier,
H.-J. PINSONNAULT.

4225

VALCO MINES COMPANY
(No personal liability)

Constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec.

Règlement No 3

concernant l'émission d'une partie du capital-actes de la compagnie à réduction.

Il est, par le présent règlement No 3 du bureau de direction provisoire de la compagnie, ordonné et statué comme suit:

Art. 1. Le bureau de direction provisoire de la compagnie est autorisé à émettre et vendre dans le public, ou privément, pour défrayer les frais d'organisation de la compagnie, pour recherches préliminaires sur le terrain et autres fins, 25,000 parts de son capital-actions, au taux de vingt-cinq centins dans le dollar, soit un taux d'escompte de 75%.

Art. 2. Les officiers de la compagnie sont autorisés à émettre en conséquence des certificats au taux susdit, aux personnes qui en feront la demande.

Lu, adopté et signé, séance tenante, ce 9ème jour de septembre 1926.

Le président,
(Signé) PHILEMON VALLIERES.

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) HONORE-J. PINSONNAULT.

Vraie copie,
Le secrétaire-trésorier,
H.-J. PINSONNAULT.

Je soussigné, Honoré-J. Pinsonnault, secrétaire-trésorier de la "Valco Mines Company", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus du bureau de direction provisoire de la compagnie a été, ce neuvième jour de septembre 1926, dûment approuvé par le vote des actionnaires représentant la totalité en valeurs du capital souscrit de la compagnie, à l'assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Et j'ai signé:

Le secrétaire-trésorier,
H.-J. PINSONNAULT.

4227

Avis est donné au public, conformément à l'article soixante et à l'article sept, sans préjudice et en autant seulement qu'il pourra être néces-

Hereafter the Board of Directors of the company shall be composed of seven directors instead of three as provided for in the letters patent.

Read, adopted and signed at a meeting, this ninth day of September, 1926.

(Signed) PHILEMON VALLIERES,
President.

(Signed) HONORE PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

A true copy,
H. J. Pinsonnault,
Secretary-treasurer.

I, the undersigned, Honoré Pinsonnault, secretary-treasurer of the "Valco Mines Company", certify by these presents that the hereabove by-law of the provisional Board of Directors of the company has been, this ninth day of September, 1926, duly approved by the vote of the shareholders representing the total value of the subscribed capital-stock of the company, at a special general meeting duly called for that purpose.

And I have signed,

H. J. PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

4226

VALCO MINES COMPANY
(No personal liability)

Incorporated under the Quebec Mining Companies' Act.

Bu-Law No. 3

respecting the issue of a part of the capital-stock of the company at a reduction.

It is hereby ordered and enacted by the present by-law No. 3 of the Provincial Board of Directors of the company as follows:

Art. 1. The provisional Board of Directors of the company is authorized to issue and sell to the public or privately, to defray the organization expenses of the company, for preliminary researches on the land and other purposes, 25,000 shares of its capital-stock at the rate of twenty five cents in the dollar, being a discount rate of 75%.

Art. 2. The officers of the company are authorized to issue in consequence certificates at the aforesaid rate, to the persons who shall apply therefor.

Read, adopted and signed at a meeting, this ninth day of September, 1926.

(Signed) PHILEMON VALLIERES,
President.

(Signed) HONORE J. PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

A true copy,
J. H. Pinsonnault,
Secretary-treasurer.

I the undersigned, Honoré Pinsonnault, secretary-treasurer of the "Valco Mines Company", certify by these presents that the hereabove by-law of the provisional Board of Directors of the company has been, this ninth day of September, 1926, duly approved by the vote of the shareholders representing the total value of the subscribed capital stock of the company, at a special general meeting called for that purpose.

H. J. PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

4228

Public notice is hereby given, in accordance with Article sixty and Article seven, without prejudice and insofar only as may be necessary,

saire, du chapitre quarante-six, des statuts re-fondus de Québec, 1925, que la compagnie "Duke-Price Power Company, Limited", une corporation organisée et existante, en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Edifice "Canada Cement", se propose de demander l'autorisation de faire construire et exécuter les travaux suivants, savoir: la parachèvement de certains barrages et autres constructions maintenant situés à la Grande Décharge et la Petite Décharge, décharges du Lac Saint-Jean, dans la dite province, sur la propriété suivante, à savoir:

L'île connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, dans le dit comté du Lac Saint-Jean, sous le numéro cent soixante-treize (173) des îles de la Grande Décharge du dit canton, et communément appelée île Maligne; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton, sous les numéros un (1) et deux (2) du Rang A du dit canton; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, île d'Alma, sous les numéros onze (11) des rangs deux (2) et trois (3) du dit canton; les îles connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, sous les numéros trois (3), quatre (4) et cinq (5) des îles de la Petite Décharge, la dite île numéro cinq (5) étant l'île "H", de l'arpentage primitif des îles du dit canton: le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, île d'Alma, sous le numéro trente-trois (33), du rang un (1) du dit canton; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Signai, dans le dit comté, sous le numéro trente-neuf (39) du rang "A" du dit canton, et les rives et lits de la Grande Décharge et de la Petite Décharge, contigus à aucun des dits lots et îles; pour hausser le niveau du Lac Saint-Jean de dix-sept pieds et demi ($17\frac{1}{2}$) au-dessus du zéro de l'échelle d'étiage, au quai à Roberval; pour l'emmagasinement, en toute saison, des eaux du dit Lac Saint-Jean, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit, et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques et aussi dans le but de développer de la force électrique.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux, la nature des travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux et le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la première division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la seconde division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande d'autorisation contenue dans la requête, sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis, dans la Gazette Officielle de Québec, qui sera d'au moins un mois après sa première publication.

En foi de quoi, la dite corporation a fait apposer aux présentes son nom corporatif et son sceau

of Chapter forty six of the Revised Statutes of Quebec of 1925, that Duke-Price Power Company, Limited, a corporation organized and existing under the Laws of the Province of Quebec, having its principal office in the city of Montreal, Canada Cement Building, intends to apply for authorization to have constructed and to execute the following work, namely: the completion of certain dams and other structures now located on the Grand Discharge and the Little Discharge, outlets of Lake Saint John, in said Province, on the following property, to wit:

The island known and designated on the Official cadastre and book of reference for the township of Delisle, in said county of Lake St. John, under the number one hundred and seventy-three (173) of the islands of the Grand Discharge of said Township, and commonly called île Maligne; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for said township under the numbers one (1) and two (2) of Range A of said township; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for the township of Delisle, île d'Alma, under the numbers eleven (11) of Ranges two (2) and three (3) of said township; the islands known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle under the numbers three (3), four (4) and five (5) of the islands of the Little Discharge, said island number five (5) being island "H" of the original survey of the islands of said township; the lot known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle, île d'Alma, under the number thirty-three (33) of Range one (1) of said township; and the lot known and designated on the official cadastre and book of reference for the township of Signai, in said county, under the number thirty-nine (39) of Range A of said township; and the banks and beds of Grand Discharge and Little Discharge contiguous to any of said lots and islands; to raise the level of Lake Saint John up to seventeen and one half feet ($17\frac{1}{2}$) above zero mark of the gauge at the wharf at Roberval; to store at all seasons the waters thereof, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure the uniform supply to water-works systems and to mills and a constancy of hydraulic power, and also with the object of developing electric power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof, the nature of the work and the lands which will be affected by such work and by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the First Registration Division for the county of Lake Saint John, at Hébertville, and at the Registry Office of the Second Registration Division for the county of Lake Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette, which shall be as much as one month after the first publication thereof.

In witness whereof, the said corporation has caused its corporate name to be hereunto sub-

corporatif, attestés par des officiers dûment autorisés à ce faire.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.
Par le président,
ARTHUR-V. DAVIS.

Attesté: Le secrétaire,
W.-C. PARKER. 3955—34-6

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du Régime des Eaux Courantes, que la Lake Saint John Light & Power Company, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire faire une écluse nouvelle et certains travaux de réparations à son développement hydraulique situé sur la rivière Métabetchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean, à l'endroit où la dite rivière traverse les lots de terre Nos 19 et 20 du rang III du canton de Métabetchouan.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnant des plans et devis indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement No 1 du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la division d'enregistrement No 2 du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, ce 24 août 1926.

Les procureurs de la Lake Saint John
Light & Power Co.

LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT.
4053—35-5

Province de Québec.

VILLE DE COATICOOK

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Ville de Coaticook, de la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage et une usine hydro-électrique sur le cours d'eau qui longe les lots numéros 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 du cadastre de la ville de Coaticook.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Le maire,
ALFRED ROUSSEAU.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHARD.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHARD. 4129—36-5

scribed and its corporate seal to be hereunto affixed and attested by officers duly authorized so to do.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.
By ARTHUR V. DAVIS,
President.

Attest: W. C. PARKER,
Secretary. 3956—34-6

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that the Lake Saint John Light & Power Company, a body politic and corporate, having its head office at Montreal, intends to apply for the authorization to have constructed a new dam and make certain improvements to its hydraulic development situate on the Metabetchouan river, in the county of Lake Saint John, at the place where the said river crosses the lots of land Nos 19 and 20 of range III of the township of Métabetchouan.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the office of the registration division No. 1 of Lake Saint John, at Hébertville, and at the office of the registration division No. 2 of Lake of Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 24, 1926.

LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT,
Attorneys for Lake Saint John Light
& Power Co.

4054—35-5

Province of Québec.

TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7, section II, chapter 46, R. S. P. Q. 1925, that the Town of Coaticook, of the Town of Coaticook, in the county of Stanstead, intends to apply for authorization to have constructed a dam and hydro-electric plant on the water-course which runs along lots numbers 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 of the cadastral plan of the Town of Coaticook.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Coaticook.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ALFRED ROUSSEAU,
Mayor.

ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Certified a true copy.

ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer. 4130—36-5

Bureaux-chef

Chief Offices

ANTICOSTI SHIPPING COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Anticosti Shipping Company" a été constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du treizième jour d'août 1926, et enregistrées le quatorzième jour d'août 1926.

Que le bureau-chef de la dite compagnie est dans l'édifice "Canada Cement", cité de Montréal, province de Québec.

Que la dite compagnie a aussi un bureau au numéro 131 rue Dalhousie, cité de Québec, province de Québec.

EN FOI DE QUOI, moi, le soussigné, Claude Taschereau, président de la dite compagnie "Anticosti Shipping Company", j'ai signé ces présentes, à Québec, ce dixième jour de septembre mil neuf cent vingt-six.

4211 Le président,
CLAUDE TASCHEREAU.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Magdalen Fisheries, Limited", constituée en corporation par lettres patentes du Québec, en date du deuxième jour de novembre 1925, et ayant son bureau-chef dans le village de Grindstone, dans les Iles de-la-Madeleine, province de Québec, a établi son bureau-chef dans le dit village de Grindstone.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Grindstone, ce vingt-neuvième jour d'août 1926.

4213 Le président,
FRANK-W. LESLIE.

VALCO MINES COMPANY
(No personal liability)

Constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec.

Règlement No 2

concernant le siège social de la compagnie

Il est, par le présent règlement No 2 du bureau de direction provisoire de la compagnie, ordonné et statué comme suit, savoir:

La "Valco Mines Company" (libre de responsabilités personnelles) aura son bureau principal et son domicile légal dans la cité de Québec, au No 80 de la rue Saint-Pierre, au bureau de MM. Galipeault, Lapointe, Rochette & Boisvert.

Lu, adopté et signé, séance tenante, ce 9ème jour de septembre 1926.

(Signé) Le président,
PHILEMON VALLIERES.
Le secrétaire-trésorier,
HONORE-J. PINSONNAULT.

Vraie copie,

Le secrétaire-trésorier,
H.-J. Pinsonnault,

Je soussigné, Honoré-J. Pinsonnault, secrétaire-trésorier de la "Valco Mines Company", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus du bureau de direction provisoire de la compagnie a été, ce neuvième jour de septembre

ANTICOSTI SHIPPING COMPANY.

Notice is hereby given that the Anticosti Shipping Company was incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of August nineteen hundred and twenty six and recorded on the fourteenth day of August nineteen hundred and twenty six.

That the head office of the said company is in the Canada Cement Building, City of Montreal, Province of Quebec.

That the said Company has also an office at No. 131, Dalhousie Street, City of Quebec, Province of Quebec.

In testimony whereof, I, the undersigned, Claude Taschereau, President of said Anticosti Shipping Company, have signed these presents, at Quebec, this tenth day of September, nineteen hundred and twenty six.

4212 CLAUDE TASCHEREAU,
President.

Notice is hereby given that "Magdalen Fisheries, Limited", incorporated by Quebec Letters Patent, dated the second day of November 1925, and having its principal place of business in the village of Grindstone, in the Magdalen Islands, Province of Quebec, has established its Head Office in the said Village of Grindstone.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head office of the company.

Dated at Grindstone, this 29th day of August, 1926.

4214 FRANK W. LESLIE,
President.

VALCO MINES COMPANY.
(No personal liability)

Incorporated under the Quebec Mining Companies' Act.

By-Law No. 2.

respecting the principal place of business of the company.

It is hereby ordered and enacted, by the present by-law No. 2 of the Provisional Board of Directors of the company, as follows, to wit:

The "Valco Mines Company" (No personal liability) shall have its principal place of business and its legal domicile in the city of Quebec, at No. 80 Saint Peter Street, at the office of Messrs Galipeault, Lapointe, Rochette & Boisvert.

Read, adopted and signed at a meeting, this ninth day of September, 1926.

(Signed) PHILEMON VALLIERES,
President.
(Signed) J. HONORE PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

A true copy,

J. H. Pinsonnault,
Secretary-treasurer.

I the undersigned, Honoré-J. Pinsonnault, secretary-treasurer of the "Valco Mines Company", certify by these presents that the hereabove by-law of the provisional Board of Directors of the company has been, this ninth day of Septem-

1926, dûment approuvé par le vote des actionnaires représentant la totalité en valeurs du capital souscrit de la compagnie, à l'assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Et j'ai signé:

4229 Le secrétaire-trésorier,
H.-J. PINSONNAULT.

Avis est par le présent donné que la compagnie "Pilon & Allan, Limitée", constituée en corporation par Lettres patentes en date du 18 février 1926, ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 5600 de l'Avenue Papineau, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28ième jour de juillet 1926.

4231 DONAT PILON.

ber, 1926, duly approved by the vote of the shareholders representing the total value of the subscribed capital-stock of the company, at a special general meeting duly called for that purpose.

And I have signed:

4230 H. J. PINSONNAULT,
Secretary-treasurer.

Notice is given that the company "Pilon & Allan, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the 18th day of February 1926, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 5600 Papineau Avenue, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this twenty eighth day of July, 1926.

4232 DONAT PILON.

Chartes :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Camson Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de janvier 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du onzième jour de septembre 1926, la compagnie "Camson Investment Corporation" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de septembre 1926.

4221 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Glenora Securities, Inc." s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 13 septembre 1926.

4241 Le président,
(Signé) G.-A. MORRIS.

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Camson Investment Corporation", incorporated by Letters Patent dated the fourteenth day of January, 1922.

Notice is also hereby given that from and after the eleventh day of September, 1926, the company "Camson Investment Corporation" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1926.

4222 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "Glenora Securities, Inc." will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, 13th September, 1926.

4242 (Sgd) G. A. MORRIS,
Secretary

Minutes de notaire

Québec, le 11 septembre 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, que par arrêté en conseil en date du 10 septembre, 1926, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'accorder à M. Antoine Dumais, notaire, de Saint-Joseph-de-Beauce, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Valère Gosselin, notaire, du même lieu, qui a été destitué comme tel par la Chambre des notaires.

4223 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 7 septembre 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Harland Cameron Rowat, notaire, du village de Shawville, district de Pontiac, par laquelle il demande le transfert,

Notarial Minutes

Quebec, September 11, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 10th of September, 1926, to grant in-favour of Mr. Antoine Dumais, notary, of Saint Joseph de Beauce, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Valère Gosselin, notary, of the same place, who has been removed as such by the Board of Notaries.

4224 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, September 7th, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Harland Cameron Rowat, notary, of the village of Shawville, district of Pontiac,

en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Stephen-Alexander MacKay, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
4189-37-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Adélar L'Heureux, notaire public, résidant et pratiquant à Loretteville, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Cyrille Renaud, en son vivant, notaire, pratiquant à Loretteville.

Le sous-secrétaire de la province,
4083-36-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 31 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. Jean-Baptiste Perreault, notaire, pratiquant et demeurant à Sayabec, comté de Matapédia, par laquelle il demande, en sa faveur, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Gleason Belzile, notaire, ci-devant de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, dans le district judiciaire de Rimouski, qui a cessé de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
4105-36-5

whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Stephen Alexander MacKay, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
4190-37-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, August 27, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adélar L'Heureux, notary public, residing and practising in Loretteville, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Cyrille Renaud, in his lifetime, notary, practising at Loretteville.

C. J. SIMARD,
4084-36-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, August 31, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor, by Mr. Jean-Baptiste Perreault, notary public, residing and practising in Sayabec, county of Matapédia, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Gleason Belzile, notary, heretofore of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the judicial district of Rimouski, who has ceased to practice as such.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
4106-36-5

Soumissions

Province de Québec, comté de Pontiac, village de Shawville.

Des soumissions sont demandées pour l'achat de \$35,000.00 de débetures portant intérêt au taux de 5½%, datées du premier mai 1926. L'intérêt est payable le premier mai et le premier novembre de chaque année. Le principal est dû le premier mai 1961.

Ces débetures sont en coupures de \$500.00. Les coupons d'intérêt et le principal sont payables au bureau du secrétaire municipal, à Shawville, Qué.

Ces débetures sont émises sous l'autorité du règlement No 107, adopté par le conseil de la municipalité du village de Shawville, le premier mars 1926, approuvé par les électeurs le 24 mars 1926 et par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 22 juillet 1926.

Des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à jeudi soir, le 7 octobre 1926, à sept heures et trente, à la salle du conseil, et seront ouvertes à une assemblée spéciale du conseil qui sera tenue à cette date, dans la dite salle. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Le prix offert devra comprendre les intérêts courus sur les débetures au moment de leur livraison.

Le conseil se réserve le droit de rejeter la totalité ou aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
E.-T. HODGINS.
Shawville, Qué., le 9 septembre 1926.
4215-38-2

Tenders

Province of Quebec, County of Pontiac, Village of Shawville.

Tenders are required for purchase of \$35,000.00 debentures bearing 5½% interest dated May 1st, 1926. Interest payable May 1st and November 1st of each year. Principal due May 1st, 1926.

The debentures are in denomination of \$500.00. Both interest coupons and principal payable at the Municipal Secretary's Office, in Shawville, Que.

The debentures are issued under authority of By-law No. 107, which was passed by the Council of the municipality of the Village of Shawville on the 1st day of March 1926, approved by electors on the 24th day of March 1926 and by the Lieutenant Governor in Council on the 22nd day of July 1926.

Sealed tenders will be received up to Thursday evening, Oct. 7th, 1926, at 7.30 o'clock, at the council hall, and will be opened at a special session of Council to be held that date at the Council Hall. Each tender must be accompanied by certified cheque equal to one per cent of the amount of the loan. The price offered must include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery.

Council reserves the right to reject any or all tenders.

E. J. HODGINS,
Secretary-treasurer.
Shawville, Que., September 9, 1926.
4216-38-2

Des soumissions cachetées et endossées "soumission pour débetures" seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Laval-sur-le-Lac, au No. 30 rue Saint-Jacques, Montréal, jusqu'à deux heures de l'après-midi, vendredi, le quinze octobre prochain, 1926, pour l'achat de cinquante-six mille piastres de débetures de la ville de Laval-sur-le-Lac, portant intérêt au taux de cinq et un quart pour cent l'an, payable semi-annuellement le premier jour de mai et le premier jour de novembre de chaque année; le capital étant remboursable dans une période de dix ans, à compter de la date de l'émission, soit le premier novembre mil neuf cent vingt-six.

Ces débetures, émises par découpages de cent et cinq cents piastres l'unité, seront rachetables par séries jusqu'au 1er novembre mil neuf cent trente-six, suivant leurs dates d'échéance respectives, aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal et à Québec, ainsi que les intérêts les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Un chèque accepté représentant 5% du montant de l'émission, soit \$2,800.00, devra accompagner chaque soumission.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Donné en la cité de Montréal, ce treizième jour du mois d'octobre mil neuf cent vingt-six.

Le secrétaire-trésorier,
HORACE GOHIER.

4243

Province de Québec, municipalité du village de Campbell's Bay, district de Pontiac.

Avis public est par les présentes donné que le conseil du village de la municipalité de Campbell's Bay, comté de Pontiac, recevra d'hui jusqu'à huit heures du soir, le quatrième jour d'octobre prochain 1926, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées pour l'achat de débetures de la dite municipalité de Campbell's Bay, au montant de quinze mille piastres, avec coupons d'intérêt y attachés, les dites débetures et les intérêts étant payables au bureau du secrétaire-trésorier ou à toute banque à charte du Canada faisant affaires à Campbell's Bay, ou à son bureau-chef.

Les dites obligations ou débetures seront au nombre de trente, numéro (1) à (30) inclusivement, datées du quinzième jour de mars mil neuf cent vingt-six, et seront payables au porteur, au bureau de toute banque à charte du Canada faisant affaires à Campbell's Bay, avec laquelle le conseil jugera à propos de transiger, ou à son bureau-chef, le quinze mars mil neuf cent cinquante et un, et porteront intérêt au taux de cinq et demi pour cent ($5\frac{1}{2}\%$) par année, payable semi-annuellement, le quinzième jour de septembre et le quinzième jour de mars de chaque année, les intérêts étant payables aux mêmes endroits que le principal.

Les dites obligations ou débetures seront en coupures de (\$500.00) chacune, et sont émises en vertu du règlement No 69, adopté par le conseil du village de Campbell's Bay, le neuvième jour de février 1926, approuvé par les électeurs le quatrième jour de mars, et par le lieutenant-gouverneur en conseil le vingt et unième jour de mai 1926.

Le conseil de la municipalité du village de Campbell's Bay ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions. Les soumissions seront prises en considération par le conseil susmentionné, à une assemblée spéciale du conseil qui sera

Scaled tenders endorsed "Tender for Debentures" will be received at the office of the secretary-treasurer of the town of Laval sur le Lac, at No. 30, Saint James Street, Montreal, until two o'clock in the afternoon, Friday the fifteenth of October next, 1926, for the purchase of fifty six thousand dollars of debentures of the town of Laval sur le Lac, bearing interest at the rate of five and one quarter per cent per annum, payable semi-annually the first day of May and the first day of November of every year; the capital being redeemable in ten years from the date of the issue, namely the first of November, nineteen hundred and twenty six.

The said debentures, issued in denominations of one hundred and five hundred dollars each, will be redeemable serially until the 1st of November, nineteen hundred and thirty six, according to their respective due dates, at the offices of the Banque Canadienne Nationale, in Montreal and Quebec, and also the interest on the 1st of May and 1st of November of every year.

An accepted cheque representing 5% of the amount of the issue, namely \$2,800.00, must accompany every tender.

The council shall not be bound to accept the highest, lowest or any of the tenders.

Given in the city of Montreal, this thirteenth day of the month of October, nineteen hundred and twenty six.

HORACE GOHIER,
Secretary-treasurer.

4244

Province of Quebec, municipality of the village of Campbell's Bay, district of Pontiac.

Public notice is hereby given that the council of the village of the municipality of Campbell's Bay, county of Pontiac, will receive from this date until eight o'clock in the evening of the fourth day of October next, 1926, at the office of the undersigned, sealed tenders for the purchase of debentures of the said municipality of Campbell's Bay, to the amount of fifteen thousand dollars, with interest coupons attached thereto, the said debentures and interest being payable at the office of the Secretary-treasurer or at any chartered Bank of Canada doing business in Campbell's Bay or at their head offices.

The said bonds or debentures shall be thirty in number, number (1) to (30) both inclusive, bearing date March the fifteenth, one thousand nine hundred and twenty six, that shall be made payable to the bearer at the office of any chartered bank of Canada doing business in Campbell's Bay that the council may see fit to deal with or at their head offices, on March the fifteenth, one thousand nine hundred and fifty one, and shall bear interest at the rate of five and a half ($5\frac{1}{2}\%$) per cent per annum, payable semi-annually on the fifteenth day of September and on the fifteenth day of March of each year, interest payable at the same places as principal.

Said bonds or debentures shall be of the denomination of (\$500.00) each and issued under By-Law No 69, adopted by the council of the village of Campbell's Bay on the ninth day of February 1926, approved by the electors on the fourth day of March, and by the Lieutenant-Governor in council on the twenty first day of May, 1926.

The council of the municipality of the village of Campbell's Bay is not bound to accept any of the tenders. The tenders shall be taken into consideration by the above mentioned council at a special meeting of the council to be held in the

tenue au lieu ordinaire des assemblées du conseil, le quatrième jour d'octobre prochain, à huit heures du soir.

Village de Campbell's Bay, le treize septembre 1926.

4251

Le secrétaire-trésorier,
L.-O. GAUTHIER.

usual place of the meetings of the council, on the fourth day of October next, at eight o'clock in the evening.

Village of Campbell's Bay, September 13th, 1926.

4252

L. O. GAUTHIER,
Secretary-treasurer.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT JOSEPH-D'ALMA.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT JOSEPH D'ALMA.

Avis public est par les présentes donné, que les commissaires d'écoles du village de Saint-Joseph-d'Alma recevront jusqu'à samedi, le 16 octobre 1926, à sept heures du soir, au bureau du soussigné, en la municipalité du village de Saint-Joseph-d'Alma, des soumissions cachetées et endossées comme suit: Pour l'achat de soixante-quinze mille piastres d'obligations des commissaires d'écoles du village de Saint-Joseph-d'Alma, datées du 1er juillet 1926 et échéant une partie chaque année, du 1er juillet 1927 au 1er juillet 1951. Le tout portant intérêt au taux de $5\frac{1}{2}\%$ par an, payables semi-annuellement le 1er juillet et janvier de chaque année. Le capital et les intérêts payables au porteur, au bureau de la banque Canadienne Nationale à Saint-Joseph-d'Alma, Québec et Montréal. Ces obligations sont émises par coupures de \$100.00 et \$500.00. Toutes soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté par une banque à charte ayant un bureau d'affaires dans la province de Québec, pour une somme égale à 1% de la valeur au pair de cette dite émission; les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt. Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de la livraison. Les dits commissaires d'écoles ne s'engagent à accepter aucune des soumissions.

Les soumissions seront prises en considération par les commissaires d'écoles à une séance qui sera tenue samedi, le 16 octobre 1926, à sept heures du soir, à la salle de l'hôtel de ville, en la municipalité du village de Saint-Joseph-d'Alma, ou à un ajournement de cette séance.

Saint-Joseph-d'Alma, le 13 septembre 1926.

4253—38—2

Le secrétaire-trésorier,
EUG. BOIVIN.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE
POINTE-AU-PIC

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic recevront, jusqu'au 25ième jour de septembre, 1926, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées (soumissions) pour l'achat des débetures des commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic, émission de quarante mille piastres (\$40,000.00), faite en vertu d'une résolution passée le 18 avril 1926, et approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 16 juillet 1926.

Lesdites obligations deviendront échues en séries, durant l'espace de dix ans, mais basées sur une table d'amortissement de trente ans, le solde de l'emprunt devenant dû et échu la dixième année, seront payables à la Banque Provinciale du Canada, à La Malbaie, Québec ou Montréal, l'intérêt au taux de 5.5% payable semi-annuellement aux mêmes endroits.

Public notice is hereby given that the school commissioners of the village of Saint Joseph d'Alma will receive, until Saturday, the 16th October, 1926, at seven o'clock in the evening, at the office of the undersigned, in the municipality of the village of Saint Joseph d'Alma, tenders sealed and endorsed as follows: For the purchase of seventy five thousand dollars worth of debentures of the school commissioners of Saint Joseph d'Alma, dated July 1st 1926, and maturing in part every year, from the 1st of July 1927 to the 1st of July 1951. The whole bearing interest at the rate of $5\frac{1}{2}\%$ per year, payable semi-yearly the 1st of July and 1st of January of each year. The capital and interest payable to bearer, at the office of the Banque Canadienne Nationale at Saint Joseph d'Alma, Quebec and Montreal. These debentures are issued in denominations of \$100.00 and \$500.00. All tenders must be accompanied by a cheque accepted by a chartered bank having a business office in the Province of Quebec, for an amount equal to 1% of the par value of said issue. The cheque deposited by the tenderer whose tender shall not have been accepted, shall be returned to him after execution of his contract, without interest. Every tender must specify whether the price offered includes or does not include the accrued interest on the debentures at the time of delivery. The said school commissioners shall not be bound to accept any of the tenders.

The tenders shall be taken into consideration by the school commissioners, at a meeting to be held on Saturday, the 16th of October, 1926, at seven o'clock in the evening, in the room of the city hall, in the municipality of the village of Saint Joseph d'Alma, or at an adjournment thereof.

Saint Joseph d'Alma, September 13th, 1926.

4254—38—2

EUG. BOIVIN,
Secretary-treasurer.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF
POINTE AU PIC.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of Pointe au Pic will receive, until the 25th day of September, in the forenoon, tenders written, sealed and endorsed (TENDERS), for the purchase of debentures of the School Commissioners of Pointe au Pic, issue of \$40,000., made in virtue of a resolution passed the 18th of April, 1926, and approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 16th of July, 1926.

The said bonds shall become due serially, for a period of ten years, but based upon a sinking-fund schedule of thirty years, the balance of the loan becoming due and maturing the tenth year, shall be payable at the Banque Provinciale du Canada, at La Malbaie, Quebec or Montreal, interest at the rate of 5.5% payable semi-yearly at the same places.

Les obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00, selon que le désirera l'acheteur, qui devra les faire imprimer aux frais des Commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic ne s'engagent à accepter ni la plus basse, ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
4199—37-2 J.-CHS WARREN.

The bonds shall be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00, at the option of the purchaser, who shall have them printed at the expense of the School Commissioners of Pointe au Pic.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan.

The School Commissioners of Pointe au Pic do not bind themselves to accept the lowest nor the highest nor any of the tenders.

J. CHS WARREN,
4200—37-2 Secretary-Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 182. Dans l'affaire de J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE 1926, à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire), seront vendus par encan public au bureau du shérif, en la cité de Montréal, les immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-quatre et trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-quinze (275-34 et 35), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant chacun vingt-cinq pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec l'usage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle en arrière desdits lots;

2. Un terrain situé à Montréal, à l'endroit appelé Tétreaultville, rue DeLaPelletrie, connu et désigné sous le lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398-397), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit lot;

3. Un emplacement situé rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest de la subdivision onze cent trente-deux du lot originaire numéro onze (11 partie n.-o. de 1132), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant, ladite partie de lot, vingt pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingts de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front par le boulevard Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu dudit lot numéro 11-1132 et de l'autre côté par le lot 11-1133, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis susdit — avec ensemble les bâtiments dessus érigés portant les numéros civiques 2716, 2718 du boulevard Saint-Laurent, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière dudit lot.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20, paragraphe 4, a, b, c, d, e de la Loi de faillite, et de façon à donner à ladite vente l'effet du décret.

Conditions:—Les lots ci-dessus numérotés de 1 à 3 seront vendus séparément et un dépôt de

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, No. 182. In the matter of J. D'Ambrosio & Cie, and J. D'Ambrosio, Montreal, bankrupt.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1926, at THREE o'clock in the afternoon (standard time), there will be sold by public auction, at the office of the sheriff, in the city of Montreal, the following immovables, to wit:

1. Two lots of land known and designated under numbers thirty four and thirty five of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy five (275-34 and 35), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, each measuring twenty five feet in front by seventy five feet in depth, English measure and more or less—with the right in common with those having right thereto in the lane in rear of said lots;

2. A lot of land situate in Montreal, at the place called Tétreaultville, De La Pelletrie Street, known and designated under lot number three hundred and ninety seven of the subdivision of original lot number three hundred and ninety eight (398-397), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe. As the whole now subsists, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said lot;

3. An emplacement situate on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated as being the northwest part of the subdivision eleven hundred and thirty two of original lot number eleven (11 n.-w. part of 1132), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, the said part of lot measuring twenty feet and four inches in width by eighty feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by Saint Lawrence Boulevard, in rear by a lane, on one side by the residue of said lot number 11-1132 and on the other side by lot 11-1133, on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis aforesaid— together with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2716, 2718 of Saint Lawrence Boulevard, and with the right of way in common with others having right thereto, in the lane situate in rear of said lot.

The titles and certificates may be examined at our office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, a, b, c, d, e of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

Conditions:—The hereabove lots numbered from 1 to 3 will be sold separately and a deposit

20% sera requis de chaque adjudicataire, sauf le lot construit et portant le No 3 de l'annonce, sur lequel un dépôt de \$1,000.00 sera exigé du dernier enchérisseur.

Montréal, ce septième jour de septembre 1926.

Le syndic,

HERMAS PERRAS.

Bureau de "Prévost & Perras",

50 Notre-Dame-ouest, Montréal. 4183—37-2

of 20% shall be exacted from each bidder, save the building lot and bearing No. 3 of the notice, on which a deposit of \$1,000.00 shall be exacted from the last bidder.

Montreal, this seventh day of September, 1926.

HERMAS PERRAS,

Trustee,

Office of "Prévost & Perras",

50, Notre Dame West, Montreal. 4184—37-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir : } DAME VEUVE J.-
No 9488. } B. DROUIN,
demanderesse; vs DAME VEUVE W. CARON,
défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une certaine terre située dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, connue et désignée comme étant le lot No 19A du 3e rang du cadastre officiel du canton de Thetford—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine-de-Pontbriand, le VINGT-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 10 septembre 1926. 4217—38-2

[Première publication, 18 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—Comté de Drummond, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } VALMORE LE MI-
No 791. } RE, demandeur;
vs PATRICE FRENETTE, fils, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La demie sud-est de la demie nord-ouest du lot No 514 et les 3½ arpents de largeur, sud-est du lot No 513, sur la profondeur de la concession, du cadastre officiel du canton de Wickham—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 21 août 1926. 4009—35-2

[Première publication, le 28 août, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Magistrat à Thetford Mines.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA CORPORATION
No 889. } DE LA VILLE DE
BLACK LAKE, demanderesse; vs DAME
VEUVE JOS. PARENT, défenderesse.

— ET —

No 890. } LA DITE CORPORATION,
demanderesse; vs ETIEN-
NE REMILLARD, défendeur.

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit: } WIDOW J. B.
No. 9488. } DROUIN, Plain-
tiff; vs WIDOW W. CARON, Defendant.

As belonging to said Defendant:

A piece of land situated in the parish of Saint Antoine de Pontbriand, known and designated as being the lot No. 19A of the 3rd range of the official plan and book of reference for the township of Thetford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Antoine de Pontbriand, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER next (1926), at TWELVE o'clock (noon).

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.

Arthabaska, September 10, 1926. 4218—38-2

[First publication, September 18, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—County of Drummond, district of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } VALMORE LE MI-
No. 791. } RE, plaintiff; vs
PATRICE FRENETTE, jr., defendant.

As belonging to the defendant:

The southeast half of the northwest half of lot No. 514 and the southeast 3½ arpents in width of lot No. 513, upon the depth of the concession, of the official plan and book of reference for the township of Wickham—circumstances and dependances.

To be sold in one lot, at the parochial church door of Sainte Jeanne d'Arc, on the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.

Arthabaska, 21st of August, 1926. 4010—35-2

[First publication, August 28, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court at Thetford Mines—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE CORPORATION
No. 889. } OF THE TOWN
OF BLACK LAKE, plaintiff; vs DAME WI-
DOW JOS. PARENT, defendant.

— AND —

No. 890. } THE SAME CORPORA-
TION, plaintiff; vs
ETIENNE REMILLARD, defendant.

I. Comme appartenant à la dite Dame Vve Jos. Parent:

Un emplacement situé en la Ville de Black Lake, formant partie de la partie non subdivisée du block A du cadastre officiel du canton de Coleraine; borné en front par la rue Saint-Thomas, en arrière et à l'ouest par le terrain de "Asbestos Corporation, Limited" et à l'est par la maison que Stiff Tarabass a acquise de Francis Lavallières—avec les bâtisses y érigées.

II. Comme appartenant au dit Etienne Remillard:

Un emplacement situé en la ville de Black Lake, formant partie de la partie non subdivisée du block A du cadastre officiel du canton de Coleraine; borné en avant par la rue Saint-Louis, en arrière par le terrain de "Asbestos Corporation, Limited" (autrefois Standard Asbestos Co.), d'un côté par le terrain de la chapelle anglaise et de l'autre côté par Hilaire Dodier—avec les bâtisses y érigées.

Ces ventes seront faites sujettes à toutes les charges et obligations des baux emphytéotiques cédant et affectant les dits emplacements et notamment au paiement des rentes foncières annuelles dues sur les dits terrains, respectivement, et payables à qui de droit.

Pour être vendus, suivant ordre de la Cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, (Black Lake), le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Arthabaska, 24 août 1926.
Le shérif, J. E. GIROUARD.
4019—35-2
[Première publication, le 28 août, 1926]

I. As belonging to the said Dame Widow Jos. Parent:

An emplacement situated in the Town of Black Lake, forming part of the undivided portion of block A, of the official plan and book of reference for the Township of Coleraine; bounded in front by Saint Thomas Street, in rear and on the west by the land belonging to the "Asbestos Corporation, Limited" and on the east by the house acquired by Stiff Tarabass from Francis Lavallières—with the buildings thereon erected.

II. As belonging to the said Etienne Rémillard:

An emplacement situated in the town of Black Lake, forming part of the undivided portion of block A of the official plan and book of reference for the township of Coleraine; bounded in front by Saint Louis Street, in rear by the land belonging to the "Asbestos Corporation, Limited" (lately the Standard Asbestos Co.), on one side by the land belonging to the English church and on the other side by Hilaire Dodier—with the buildings thereon erected.

The sales of the above properties will be made subject to all the charges and obligations of the emphyteutic leases granting and affecting the said emplacements and specially to the payment of the annual ground rents due on said piece of land and payable to whom it belongs, respectively.

To be sold, according to an order of the Court, at the parochial church door of Saint Desire du Lac Noir (Black Lake), on the FIRST day of OCTOBER next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Arthabaska, 24th of August, 1926.
J. E. GIROUARD, Sheriff.
4020—35-2
[First publication, August 28, 1926]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } J. -AIME CLOUTIER,
No 9523. } J. demandeur; contre
EMILE CLOUTIER, défendeur.

Le numéro cent soixante-cinq (165) du cadastre de Saint-Frédéric—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Frédéric, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Saint-Joseph, Beauce, 15 septembre 1926.
Le shérif, GUSTAVE GARANT.
4245—38-2
[Première publication, 18 septembre 1926]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } J. AIME CLOUTIER,
No 9523. } J. Plaintiff; against EMILE
CLOUTIER, Defendant.

Number one hundred and sixty five (165) of the cadastre of Saint Frederic—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Frederic, on the TWENTIETH day of OCTOBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Saint Joseph, Beauce, September 15, 1926.
GUSTAVE GARANT, Sheriff.
4246—38-2
[First publication, September 18, 1926]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } HERCULE GAGNE,
No 9858. } H cultivateur, de
Jonquière, demandeur; vs ARTHUR BOU-
CHARD, de Saint-Louis-de-Nazaire, défendeur.

1. Tous les droits, intérêts, titres, réclamations, ouvrages et améliorations qu'a et peut avoir et

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } HERCULE GAGNE,
No. 9858. } H farmer, of Jonquière,
plaintiff; vs ARTHUR BOUCHARD, of Saint
Louis de Nazaire, defendant.

1. All the rights, interests, titles, claims, works and improvements which has, may have

prétendre le dit Arthur Bouchard dans et sur les lots numéros vingt-sept et vingt-huit (Nos 27 et 28) du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Taché, comté de Chicoutimi—avec les bâtisses y érigées et toutes dépendances; sauf à distraire en faveur de la Chute à Caron Power Company, Ltd, les droits et privilèges acquis par cette dite compagnie de la Quebec Development Company, Limited, suivant acte devant Edouard Cholette, notaire, le 7 juillet 1925, enregistré à Chicoutimi, le 10 juillet 1925, sous le No 43,737; sauf également à distraire du lot numéro vingt-sept (No 27), en faveur de Quebec Development Company, Limited, toute cette partie du dit lot numéro vingt-sept (No 27) contenant une (1) acre et soixante-dix (70) centièmes en superficie, telle qu'acquise par la dite Quebec Development Company, Ltd, du dit Arthur Bouchard, suivant acte devant J.-A. Gingras, notaire, le 24 août 1925, enregistré à Chicoutimi, le 26 août 1925, sous le No 44,107.

2. Les lots de terre numéros vingt-neuf et trente (Nos 29 et 30) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Taché, comté de Chicoutimi—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances; sauf à distraire de ces dits lots en faveur de Quebec Development Company, Ltd, une certaine lisière de terrain de trois cents pieds de largeur pour une ligne ou des lignes de transmission de lumière, de téléphone, etc., etc., suivant acte de vente et servitude par le dit Arthur Bouchard, en faveur de Quebec Development Company, Limited, devant J.-A. Fortin, notaire, le 1er octobre 1925, enregistré à Chicoutimi, le 21 novembre 1925, sous le numéro 44,754.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Louis de Nazaire, canton Taché, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1926), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN, Sheriff's office,
Chicoutimi, ce neuvième jour d'août 1926. Chicoutimi, this ninth day of August, 1926.
[Première publication, le 28 août 1926] [First publication, August 28, 1926]
4011—35-2 4012—35-2

and pretend to have the said Arthur Bouchard in and upon lots numbers twenty seven and twenty eight (Nos. 27 and 28) of the official cadastre for the first range of the township of Taché, county of Chicoutimi—with the buildings thereon erected and all dependencies; safe and to be deducted in favour of la Chute à Caron Power Company, Ltd, the rights and privileges acquired by the said company from the Quebec Development Company, Limited, according to a deed passed before Edouard Cholette, notary, the 7th of July, 1925, registered at Chicoutimi, the 10th of July, 1925, under No. 43,737; safe also to be deducted from lot number twenty seven (No. 27), in favour of the Quebec Development Company, Limited, all that part of said lot number twenty seven (No. 27) containing one (1) acre and seventy (70) hundredths of an acre in superficies, as acquired by the said Quebec Development Company, Ltd, from the said Arthur Bouchard, according to a deed passed before J. A. Gingras, notary, the 24th of August, 1925, registered at Chicoutimi, the 26th of August, 1925, under No. 44,107.

2. The lots of land numbers twenty nine and thirty (Nos. 29 and 30) of the official cadastre for the second range of the township of Taché, county of Chicoutimi—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; safe and to be deducted from the said lots in favour of the Quebec Development Company, Ltd, a certain parcel of land of three hundred feet in width for transmission line or lines of light and telephone, etc., etc., according to a deed of sale and servitude by the said Arthur Bouchard, in favour of the Quebec Development Company, Limited, passed before J. A. Fortin, notary, the 1st of October, 1925, registered at Chicoutimi, the 21st of November, 1925, under No. 44,754.

To be sold at the door of the church of Saint Louis de Nazaire, township of Taché, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next (1926), at ONE o'clock in the afternoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff. Sheriff.
Chicoutimi, this ninth day of August, 1926. Chicoutimi, this ninth day of August, 1926.
[First publication, August 28, 1926] [First publication, August 28, 1926]
4012—35-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 7794. } LOUIS BOUCHER, de
 } Notre-Dame-de-la-Salette, district de Hull, cultivateur, demandeur; vs DAMIEN LALONDE, ci-devant de Notre-Dame-de-la-Salette, district de Hull, présentement de Timmins, dans la province d'Ontario, défendeur.

Le lot numéro dix-sept et la demie Est du lot numéro dix-huit, dans le neuvième rang du canton de Portland Est, et bâtisses (17 et ½ E. 18 R. 9 Portland Est), telle vente cependant devant être annoncée et faite sujette à la rente viagère annuelle et autres avantages en faveur de Dame Olivine Boisvenu, constituée par le défendeur, son fils, par acte de constitution de rente en date du 26 juillet 1917, devant E.-J. Leblanc, N. P., sous No 3158 de son répertoire et enregistré sous No 28, 922; cette rente cependant postérieure à la balance du prix de vente due sur les dits immeu-

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 7794. } LOUIS BOUCHER, of
 } Notre Dame de la Salette, district of Hull, farmer, plaintiff; vs DAMIEN LALONDE, heretofore of Notre Dame de la Salette, district of Hull, actually of Timmins, in the Province of Ontario, defendant.

The lot number seventeen and the half east of lot number eighteen, in the ninth range of the township of Portland, East and buildings (17 and ½ E. 18 R. 9 Portland East), such sale however must be announced and made subject to a life annuity and other advantages in favour of Dame Olivine Boisvenu, constituted by the defendant, his son, by deed of settlement dated the 26th of July, 1917, before E. J. Leblanc, N. P., under No. 3158 of his repertory and registered under No. 28,922. This rent, however, subsequent to the balance of the price of sale due on the said im-

bles et appartenant au demandeur en vertu de transports dûment enregistrés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame -de-la-Salette, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif.

Hull, Qué., 19 août 1926.

[Première publication, 28 août 1926]

4013—35-2

moveables and belonging to the plaintiff by virtue of transfers duly registered.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de la Salette, the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon, (Standard time).

I. ST. PIERRE,

Sheriff's office.

Hull, Que., August 19, 1926.

[First publication, August 28, 1926]

4014—35-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **WILLIAM COPPING**
No 99. } de la cité de Saint-
Jean, district d'Iberville, demandeur; vs HONOREUS LAVOIE, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un morceau de terrain situé au côté sud de la rue Saint-Jacques, en la ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, sous le numéro huit cent soixante-quatorze (No 874), contenant soixante-douze pieds (72) pieds de front sur quarante-six pieds (46) de profondeur dans une ligne et quatre-vingts pieds (80) dans l'autre ligne, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 23 août 1926.

[Première publication, 28 août 1926]

4017—35-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } **WILLIAM COPPING**,
No. 99. } of the city of Saint
John's, district of Iberville, plaintiff; vs HONOREUS LAVOIE, of the same place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A parcel of land situate on the south side of Saint Jacques Street, in the town of Saint John's, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint John's, under number eight hundred and seventy four (No. 874), containing seventy two (72) feet in front by forty six (46) feet in depth in a line and eighty (80) feet in another line, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the Court House, in the city of Saint John's, district of Iberville, the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office.

Saint John's, August 23, 1926.

[First publication, August 28, 1926]

4018—35-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **HECTOR CARON**,
No 2558. } cultivateur, de la
paroisse du Cap Saint-Ignace, en sa qualité de procureur des héritiers de Phydime Cloutier, en son vivant, rentier du Cap-Saint-Ignace, demandeur; contre ERNEST CLOUTIER, ci-devant du Cap-Saint-Ignace, et maintenant de la cité de Montréal, défendeur.

Une terre située troisième rang de la paroisse du Cap Saint-Ignace, connue comme étant les lots numéros six cent trente-sept (637) et six cent trente-huit (638) du cadastre officiel, mesurant en superficie environ soixante-dix-neuf (79) arpents—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, sauf les emplacements de MM. Napoléon Cloutier, Achille Gaudreau et Omer Gaudreau.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du Cap Saint-Ignace, MARDI, le DIX-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **HECTOR CARON**,
No. 2558. } farmer, of the
parish of Cap Saint Ignace, in his quality of attorney of the heirs of Phydime Cloutier, in his lifetime annuitant, of Cap Saint-Ignace, Plaintiff; against ERNEST CLOUTIER, heretofore of Cap Saint Ignace and now of the city of Montreal, Defendant.

A land situate in the third range of the parish of Cap Saint-Ignace, known as being lots numbers six hundred and thirty seven (637) and six hundred and thirty eight (638) of the official cadastre, measuring about seventy nine arpents in superficies—with the buildings thereon erected and dependencies, save the emplacements of Messrs. Napoléon Cloutier, Achille Gaudreau and Omer Gaudreau.

To be sold at the door of the parochial church of Cap Saint Ignace, on TUESDAY, the NINE-

MONTMAGNY

NEUVIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 13 septembre 1926. 4219—38-2
[Première publication, 18 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **D**AME CELIMA
No 2573. } **C**LOUTIER, de
la ville de Montmagny, veuve de Damase Cloutier, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas, demanderesse; contre **ALBERT JONCAS**, journalier, ci-devant de la ville de Montmagny, et maintenant de la paroisse de Saint-Thomas-de-Montmagny, défendeur.

Un terrain de figure irrégulière mesurant soixante pieds et six pouces au bout nord, soixante-six pieds au bout sud en suivant la clôture telle qu'elle se trouve actuellement, cinquante-sept pieds du côté nord-est et soixante-quatorze pieds et dix pouces du côté sud-ouest, mesure anglaise; borné nord à une rue, sud à Noé Guillemette et Dame Emile Larcher, nord-est à une rue, sud-ouest à Wilfrid Talbot, et faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de Justice, en la ville de Montmagny, JEUDI, le TRENTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 24 août 1926. 4037—35-2
[Première publication, 28 août 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **A**DELARD LE-
No 2522. } **C**LERC, de la
paroisse de Saint-Cyrille, comté de l'Islet, défendeur; contre **JOSEPH HARTON**, du même lieu, contracteur de bois, demandeur, et **ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME**, de la ville de Montmagny, avocats procureurs distrayants.

Le droit de "réméré" sur les immeubles suivants appartenant au demandeur Harton:

1. La moitié indivise d'un terrain situé sur le premier rang de la paroisse de Saint-Cyrille, contenant en superficie cent sept perches et deux cent soixante-seize pieds; borné au nord et à l'est à représentant de Xavier Duchesneau, au sud le Bras de nord-est et à l'ouest par le terrain de représentant Jean Cloutier et à la route des commissaires, connu comme étant les lots numéros soixante et onze (71), soixante-quatorze (74) et soixante-dix-sept (77), du cadastre pour la paroisse de Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus érigées, le moulin, les machineries, outillage;

2. Un terrain situé sur le premier rang de Saint-Cyrille, de deux arpents de largeur sur environ onze à douze arpents de profondeur, compris dans les bornes suivantes: prenant au nord-ouest au chemin du premier rang et aboutissant au sud-est partie au chemin du moulin et partie au terrain du vendeur, entre Fabien Carlos au nord-est et Dame Vve F.-X. Harton au sud-ouest, étant une partie du lot numéro soixante-quinze (75) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Cyrille;

TEENTH day of the month of OCTOBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, September, 13, 1926. 4220—38-2
[First publication, September 18, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **D**AME C E L I M A
No. 2573. } **C**LOUTIER, of the
town of Montmagny, widow of Damase Cloutier, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Thomas, plaintiff; against **ALBERT JONCAS**, laborer, heretofore of the town of Montmagny, and now of the parish of Saint Thomas of Montmagny, defendant.

A lot of land of irregular outline, measuring sixty feet and six inches at the north end, sixty six feet at the south end and following the fence as it presently subsists, fifty seven feet on the northeast side and seventy four feet and ten inches on the southwest side, English measure; bounded to the north by a street, to the south by Noé Guillemette and Dame Emile Larcher, to the northeast by a street, to the southwest by Wilfrid Talbot, and forming part of lot number one hundred and eighty eight (188) of the official cadastre of the town of Montmagny—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, in the town of Montmagny, on THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of SEPTEMBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, August 24, 1926. 4038—35-2
[First publication, August 28, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **A**DELARD LE-
No. 2522. } **C**LERC, of the
parish of Saint Cyrille, county of l'Islet, defendant; against **JOSEPH HARTON**, of the same place, lumber contractor, plaintiff; and **ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME**, of the town of Montmagny, advocates, attorneys distracting for costs.

The right of redemption on the following immovables belonging to the Plaintiff Harton:

1. The undivided half of a lot of land situate on the first range of the parish of Saint Cyrille, containing in superficies one hundred and seven perches and two hundred and seventy six feet; bounded to the north and to the east by the representatives of Xavier Duchesneau, to the south by the "Bras de Nord-Est" and to the west by the land of the representative Jean Cloutier and by the road des Commissaires, known as being lots numbers seventy one (71), seventy four (74) and seventy seven (77), of the cadastre for the parish of Saint Cyrille—with the buildings thereon erected, mill, machinery, equipment;

2. A lot of land situate in the first range of Saint Cyrille, of two arpents in width by about eleven to twelve arpents in depth, comprised within the following boundaries: bounded to the northwest by the road of the first range, abutting to the southeast partly by the road of the mill and partly by the land of the vendor, between Fabien Carlos to the northeast and Dame Widow F. X. Harton to the southwest, being a part of lot number seventy five (75) of the official cadastre for the said parish of Saint Cyrille.

3. Une terre située sur le troisième rang du canton Fournier, contenant cinq arpents de front sur la profondeur qu'il y a depuis le fronteau nord du rang et le lac "Bringe" en allant vers le sud, jusqu'au chemin Arago, étant la partie nord du lot numéro neuf (9) du cadastre officiel pour ledit canton Fournier;

4. Un terrain situé au premier rang de Saint-Cyrille, mesurant cent soixante-neuf pieds de profondeur sur cent quatre-vingt-quatre pieds de front; borné au sud par les représentants de F.-X. Harton, au nord à Prime Cloutier, à l'est par Fabien Carlos et à l'ouest par le dit Prime Cloutier, connu comme étant une partie du lot numéro soixante-quinze (75) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Cyrille;

5. Un terrain situé sur le premier rang du canton Lessard, pris et détaché du lot numéro deux (2) du cadastre pour le dit premier rang du dit canton Lessard, ce terrain est de forme irrégulière et est compris dans les bornes suivantes: au nord-ouest et au sud-ouest par le lac aux Castors et la décharge du lac, et au sud-est par le chemin dit "Chemin d'Eté" et au nord-est au terrain de Athanase Richard;

6. Un terrain situé sur le premier rang de Saint-Cyrille, mesurant deux arpents de largeur sur dix de profondeur, le tout plus ou moins; prenant au sud au chemin du deuxième rang et aboutissant au nord à la rivière "Bras du nord-est", entre le terrain de Edmond Mercier, à l'est, et celui de Stanislas Allaire, à l'ouest, faisant partie ledit terrain du lot numéro soixante-quinze (75) du cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 23 août 1926.

[Première publication, 28 août 1926]

4039-35-2

3. A farm situate in the third range of the township Fournier, containing five arpents in front by the depth there is from the north fronteau of range and the lake Bringe, running to the south up to the road Arago, being the north part of lot number nine (9) of official cadastre for the said township of Fournier.

4. A lot of land situate in the first range of Saint Cyrille, measuring one hundred and sixty nine feet in depth by one hundred and eighty four feet in front; bounded to the south by the representatives of F. X. Harton, to the north by Prime Cloutier, to the east by Fabien Carlos and to the west by the said Prime Cloutier, known as being part of lot number seventy five (75) of the official cadastre for the said parish of Saint Cyrille;

5. A lot of land situate in the first range of the township of Lessard, taken and detached from lot number two (2) of the cadastre for the said first range of said township of Lessard, the said land is of irregular outline and is comprised within the following boundaries: to the northwest and southwest by Lac aux Castors and the discharge of the lake, to the southeast by the road called "Chemin d'Eté" and to the northeast by the land of Athanase Richard.

6. A lot of land situate in the first range of Saint Cyrille, measuring two arpents in width by ten in depth, the whole more or less; bounded to the south by the road of the second range and abutting to the north by the river Bras du Nord-Est, between the land of Edmond Mercier to the east and that of Stanislas Allaire, to the west, the said lot of land forming part of lot number seventy five (75) of the cadastre.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Cyrille, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of the month of SEPTEMBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montmagny, August 23, 1926.

[First publication, August 28, 1926]

4040-35-2

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 188.) LA REAL, demande-
resse; vs INDUSTRIAL SITES, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires en la cité de Montréal, défenderesse.

1. Un lot de terre dans la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 176, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par une partie du dit lot numéro 176, d'un côté par une autre partie du dit lot numéro 176 et de l'autre côté par le lot numéro 177 des dits plan et livre de renvoi officiels. La dite partie du lot ayant une largeur en front de 11 pieds et 4 dixièmes, et en arrière une largeur de 25 pieds sur une profondeur de 117 pieds, mesure anglaise.

2. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 177, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par une partie du dit lot numéro 177, d'un côté par le lot numéro 178 et de l'autre côté

— FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 188.) TREAL, plaintiff; vs
INDUSTRIAL SITES, LIMITED, a body politic and corporate having its head-office in the city of Montreal, defendant.

1. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 176, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by a part of said lot number 176, on one side by another part of said lot number 176 and on the other side by lot number 177, on said official plan and book of reference. The said part of lot having a width in front of 11 feet 4 tenths and in rear a width of 25 feet, by a depth of 117 feet, English measure;

2. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 177, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by a part of said lot number 177 on one side by lot number 178 and on the other side by lot number

par le lot numéro 176. Le dit lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

3. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 178, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par une partie du dit lot numéro 178, d'un côté par le lot numéro 179 et de l'autre côté par le lot numéro 177. La dite partie du lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

4. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 179, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par le résidu du dit lot numéro 179, d'un côté par le lot numéro 180, et de l'autre côté par le lot numéro 178 des dits plan et livre de renvoi. La dite partie de lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

5. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 180, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par le résidu du dit lot numéro 180, d'un côté par le lot numéro 181, et de l'autre côté par le lot numéro 179 des dits plan et livre de renvoi. La dite partie de lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

6. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 181, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par le résidu du dit lot numéro 181, d'un côté par le lot numéro 182, et de l'autre côté par le lot numéro 180 des dits plan et livre de renvoi. La dite partie de lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

7. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 182, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par le résidu du dit lot numéro 182, d'un côté par le lot numéro 183, et de l'autre côté par le lot numéro 181 des dits plan et livre de renvoi. La dite partie de lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

8. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire du lot numéro 183, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière par le résidu du dit lot, d'un côté par le lot numéro 508, et de l'autre côté par le lot numéro 182 des dits plan et livre de renvoi. La dite partie de lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 117 pieds.

9. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant le lot numéro 508, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par le lot numéro 507, étant la rue Bagot, en arrière par une partie du lot originaire numéro 42, aux dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par le lot numéro 183, et de l'autre côté par les lots de subdivision numéros 1, 2, 3, 4, 5 du lot originaire numéro 184, auxdits plan et livre de renvoi officiels. Ledit lot ayant une largeur de 50 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 150 pieds.

10. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant le lot originaire numéro 517, aux dits plan

176. The said lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

3. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 178, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by a part of said lot number 178, on one side by lot number 179 and on the other side by lot number 177, the said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

4. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 179, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by the residue of said lot number 179, on one side by lot number 180 and on the other side by lot number 178 of said plan and book of reference. The said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

5. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 180, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by the residue of said lot number 180, on one side by lot number 181 and on the other side by lot number 179 on said plan and book of reference. The said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

6. A lot of land in the City of Montreal, being a part of original lot number 181, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by the residue of said lot number 181, on one side by lot number 182 and on the other side by lot number 180 on said official plan and book of reference. The said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

7. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 182, on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by the residue of said lot number 182, on one side by lot number 183, and on the other side by lot number 181 on said plan and book of reference. The said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

8. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 183 on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by the residue of said lot, on one side by lot number 508 and on the other side by lot number 182 on said plan and book of reference. The said part of lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 117 feet.

9. A lot of land in the city of Montreal, being lot number 508, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by lot number 507, being Bagot Street, in rear by a part of original lot number 42 on said official plan and book of reference, on one side by lot number 183 and on the other side by lots subdivision numbers 1, 2, 3, 4, 5 of original lot number 184 on said official plan and book of reference. The said lot having a width of 50 feet, English measure, by a depth of 150 feet.

10. A lot of land in the city of Montreal, being original lot number 517, on the official plan and

et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par le lot numéro 507, étant la rue Bagot, en arrière par les lots de subdivision numéros 119 et 120 du lot originaire numéro 325 des dits plan et livre de renvoi officiels; d'un côté par le lot numéro 185 et de l'autre côté par les lots de subdivision numéros 41, 42, 43, 44, 45 du lot originaire numéro 184 des plan et livre de renvoi officiels. Le dit lot ayant une largeur de 50 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 150 pieds.

11. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 507, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; borné d'un côté par les lots originaires numéros 508, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177 et une partie de 176, d'un autre côté par les lots originaires numéros 517, 185, 186, 187, 188, 189, 190, une partie de 191 et une partie de 192. La dite partie de lot numéro 507 étant la rue Bagot, entre le chemin de fer C.P.R. et le lot originaire numéro 184 des dits plan et livre de renvoi officiels.

12. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant le lot originaire numéro 185 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par le lot numéro 507, étant la rue Bagot, en arrière par le lot de subdivision numéro 118, du lot originaire numéro 325, des dits plan et livre de renvoi officiels, pour la paroisse de la Longue-Pointe, d'un côté par le lot numéro 517, et de l'autre côté par le lot numéro 186. Le dit lot ayant une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 150 pieds.

13. Les lots de terre suivants, en la cité de Montréal, étant les lots originaires numéros 186, 187, 188, 189 et 190 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornés en front par le lot originaire numéro 507, étant la rue Bagot, en arrière par une partie du lot originaire numéro 325 des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par le lot numéro 185, et de l'autre côté par le lot numéro 191. Les dits lots mesurant chacun 25 pieds de largeur, sur une profondeur de 150 pieds.

14. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant une partie du lot originaire numéro 191, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornée en front par la rue Bagot, en arrière, par une partie du lot originaire numéro 325 des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté partie par le résidu du dit lot numéro 191, et partie par le lot numéro 192, de l'autre côté par le lot numéro 190. La dite partie de lot étant de forme irrégulière, ayant une largeur en front de 25 pieds, mesure anglaise, et une largeur en arrière de 12 pieds, sur une profondeur de 150 pieds.

15. Un lot de terre en la cité de Montréal, étant le lot de subdivision numéro 9 du lot originaire numéro 184, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; borné d'un côté partie par les lots de subdivision numéros 10 et 22 du lot originaire numéro 184, et partie par une partie du lot de subdivision numéro 21 du dit lot originaire numéro 184, d'un autre côté par les lots de subdivision numéros 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 du dit lot originaire numéro 184, à un bout par le lot de subdivision numéro 1 du dit lot numéro 184, et à l'autre bout par le lot de subdivision numéro 41, aussi du dit lot numéro 184. Le dit lot ayant une largeur de 12 pieds, mesure anglaise, sur une profondeur de 182 pieds.

16. Les lots de terre suivants, en la cité de Montréal, étant les lots de subdivision numéros

book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded in front by lot number 507, being Bagot Street, in rear by lot subdivision numbers 119 and 120 of original lot number 325 on said official plan and book of reference, on one side by lot number 185 and on the other side by lots subdivision numbers 41, 42, 43, 44, 45 of original lot number 184, on official plan and book of reference. The said lot having a width of 50 feet, English measure, by a depth of 150 feet.

11. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 507, on official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded on one side by original lots numbers 508, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, and a part of 176, on the other side by original lots numbers 517, 185, 186, 187, 188, 189, 190, a part of 191 and a part of 192. The said part of lot number 507 being Bagot Street, between the C. P. Ry Co., and original lot number 184, on said official plan and book of reference.

12. A lot of land in the city of Montreal, being original lot number 185, on official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded in front by lot number 507, being Bagot Street, in rear by lot subdivision 118 of original lot number 325, on said official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, on one side by lot number 517 and on the other side by lot number 186. The said lot having a width of 25 feet, English measure, by a depth of 150 feet.

13. The following lots of land, in the city of Montreal, being original lots numbers 186, 187, 188, 189 and 190, on official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded in front by original lot 507, being Bagot Street, in rear by a part of original lot number 325 on said official plan and book of reference, on one side by lot number 185 and on the other side by lot number 191. The said lots having each 25 feet in width by a depth of 150 feet.

14. A lot of land in the city of Montreal, being a part of original lot number 191, on official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Bagot Street, in rear by a part of original lot number 325 on said plan and book of reference, on one side partly by the residue of said lot number 191 and partly by lot number 192, on the other side by lot number 190. The said part of lot being of irregular figure, having a width in front of 25 feet, English measure, and a width in rear of 12 feet, by a depth of 150 feet.

15. A lot of land in the city of Montreal, being lot subdivision number 9 of original lot number 184, on official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded on one side partly by lots subdivision numbers 10 and 22 of original lot number 184, and partly by a part of lot subdivision number 21 of said original lot number 184, on the other side by lots subdivision numbers 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, of said original lot number 184, at one end by lot subdivision number 1 of said lot number 184 and at the other end by lot subdivision number 41, also of said lot number 184. The said lot having a width of 12 feet, English measure, by a depth of 182 feet.

16. The following lots of land in the city of Montreal, being lots subdivision numbers 10, 11,

10, 11, 12, 13, 14, 15 du lot originaire numéro 184, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornés en front par une rue projetée.

17. Un lot de terre, en la cité de Montréal, étant une partie du lot de subdivision numéro 21 du lot originaire numéro 184, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe, bornée d'un côté par les lots de subdivision numéros 10, 11, 12, 13, 14, 15 du dit lot originaire numéro 184, d'un autre côté par les lots de subdivision numéros 22, 23, 24, 25, 26, 27, aussi du dit lot originaire numéro 184, à un bout par le résidu de la dite partie de subdivision numéro 21, et à l'autre bout, par le lot de subdivision numéro 9 du lot originaire numéro 184. La dite partie de lot ayant une profondeur de 150 pieds, mesure anglaise, sur une largeur de 12 pieds.

18. Les lots de terre suivants, en la cité de Montréal, étant les lots de subdivision numéros 22, 23, 24, 25, 26, 27 du lot originaire numéro 184, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe; bornés en front par une rue projetée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE,
Montréal, 15 septembre 1926.
[Première publication, 18 septembre 1926]
4275-38-2

12, 13, 14, 15 of original lot number 184, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by a projected street.

17. A lot of land in the city of Montreal, being a part of lot subdivision number 21 of original lot number 184, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded on one side by lots subdivisions numbers 10, 11, 12, 13, 14, 15 of said original lot number 184, on the other side by lots subdivisions numbers 22, 23, 24, 25, 26, 27, also of said original lot number 184, at one end by the residue of said part of subdivision number 21, and at the other end by lot subdivision number 9 of original lot number 184. The said part of lot having a depth of 150 feet, English measure, by 12 feet in width.

18. The following lots of land, in the city of Montreal, being lots subdivision numbers 22, 23, 24, 25, 26, 27 of original lot number 184, on official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe; bounded in front by a projected street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 15, 1926.
[First publication, September 18, 1926]
4276-38-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **M**OTORS, LIMITED,
No 1227. } corps politique et incor-
poré ayant bureau chef et principale place
d'affaires en la cité de Québec; contre FERDI-
NAND GERMAIN, de Portneuf, à savoir:

Partie du lot No 82 (quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au village de Portneuf, mesurant du côté nord 48 pieds, du côté nord-est 53 pieds, du côté sud 62 pieds et du côté sud-ouest 77 pieds, mesure anglaise; bornée au nord au chemin du Roi, au sud à la route du quai, au nord-est à Mde Joseph Descarreaux et au sud-ouest à Eugène Germain—avec la boutique et étable dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 1er septembre 1926.
[Première publication, 4 septembre 1926]
[Deuxième publication, 18 septembre 1926].
4121-36-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E**LZEAR VERREAULT,
No 3807. } marchand de pierre, de
Québec; contre EVA DUMAINE, de Québec,
épouse séparée de biens de Oscar Dumaine, de
Québec, et y faisant affaires sous les nom et raison
sociale de "Oscar Dumaine, Engr.", et ledit
OSCAR DUMAINE, pour autoriser et assister

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **M**OTORS, LIMITED, a
No. 1227. } body politic and cor-
porate having its principal place of business and
head office in the city of Quebec; against FERDI-
NAND GERMAIN, of Portneuf, to wit:

Part of lot No. 82 (eighty two) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, being an emplacement situate in the village of Portneuf, measuring on the north side 48 feet, on the northeast side 53 feet, on the south side 62 feet and on the southwest side 77 feet, English measure; bounded to the north by the King's Highway, to the south by the road of the wharf, to the northeast by Dame Joseph Descarreaux and to the southwest by Eugène Germain—with the shop and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, September 1st, 1926.
[First publication, September 4, 1926]
[Second publication, September 18, 1926]
4122-36-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **E**LZEAR VERREAULT,
No. 3807. } stone merchant, of Que-
bec; against EVA DUMAINE, of Quebec, wife
separate as to property of Oscar Dumaine, of
Quebec, and there carrying on business under
the firm name and style of "Oscar Dumaine,
Engr.", and the said OSCAR DUMAINE, to

son épouse aux fins des présentes, et J.-A. GAUDY, de Québec, et C.-E. COTE et AURELE LECLERC, tous deux de Québec, en leur qualité de registrateurs-conjoints de la division d'enregistrement du district de Québec.

La subdivision 218 (deux cent dix-huit) du lot originaire 584 (cinq cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel de Saint-Roch-nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 1er septembre 1926. 4123—36-2
[Première publication, 4 septembre 1926]
[Deuxième publication, 18 septembre 1926]

authorize and assist his wife for the purposes thereof, and J. A. GAUDY, of Quebec, and C. E. COTE and AURELE LECLERC, both of Quebec, in their quality of joint registrars of the Registration Division of the district of Quebec.

Subdivision 218 (two hundred and eighteen) of the original lot 584 (five hundred and eighty four) of the official cadastre of Saint Roch north, now Limoilou ward, of the city of Quebec—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, September 1st, 1926. 4124—36-2
[First publication, 4th September, 1926]
[Second publication, 18th September, 1926]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J. ARTHUR DES-
No 386. } J. JARDINS, Mata-
ne; vs PHILOMENE MURRAY, Saint-Luc,
es-qualité de curatrice aux biens de Philias Blouin,
ci-devant cultivateur, Matane, savoir:

Les lots Nos trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept et trois cent cinquante-huit, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, étant une terre de 4 arpents de front; bornée au nord à Jos. Desgagné et au sud à Jos. Blouin—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Matane, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 14 septembre 1926.
[Première publication, 18 septembre 1926]
4263—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec. } JOSEPH HAMEL, in-
No 1505. } dustriel, Charles-
bourg; vs JOSEPH GRENON, Albertville, savoir:

1. Le lot numéro huit A au cadastre officiel du rang trois du canton Matalik—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2. Tous les droits du défendeur sur un terrain de deux acres de profondeur sur la largeur du lot, étant partie du lot numéro dix A, au cadastre officiel du cinquième rang du canton Matalik, à partir du ruisseau allant vers l'ouest et borné au nord par la route, au sud par le numéro 11, à l'est, par le ruisseau et à l'ouest par le reste du lot—le tout avec bâtisses, y compris un moulin à scie et les machineries et accessoires, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse d'Albertville, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 15 septembre 1926. 4277—38-2
[Première publication, 18 septembre 1926]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } J. ARTHUR DES-
No. 386. } J. JARDINS, Mata-
ne; vs PHILOMENE MURRAY, Saint Luc,
es-qualité of curatrix to the property of Philias
Blouin, heretofore farmer, Matane, to wit:

Lots Nos three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven and three hundred and fifty eight, on the official cadastre of the parish of Saint Jérôme de Matane, being a farm of 4 arpents in front; bounded on the north by Jos. Desgagné and on the south by Jos. Blouin—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Matane, on the TWENTIETH day of OCTOBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,

Sheriff's office. Sheriff.
Rimouski, September 14th, 1926.
[First publication, September 18, 1926]
4264—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Québec. } JOSEPH HAMEL, man-
No. 1505. } ufacturer, Charles-
bourg; vs JOSEPH GRENON, Albertville, to
wit:

1. Lot number eight A of the official cadastre of the third range of the township of Matalik—with buildings, circumstances and dependencies.

2. All the rights of the Defendant on a lot of land of two acres in depth by the width of the lot, being part of lot number ten A, of the official cadastre of the fifth range of the township of Matalik, from the stream going towards the west, and bounded on the north by the road, on the south by lot 11, on the east, by the stream and on the west by the residue of the lot—the whole with buildings, including a saw-mill and the machineries and accessories, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Albertville, on the TWENTY FIRST day of OCTOBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office. Sheriff.
Rimouski, September 15, 1926. 4278—38-2
[First publication, September 18, 1926]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat.—District de Saguenay.

(Siégeant à Tadoussac.)

Malbaie, à savoir : } **ELZEAR SIMARD**, cul-
No 179. } tivateur, de Grandes-
Bergeronnes, demandeur; vs **MEDERIL RATTE**,
PROBE LAROUCHE, **WILBROD LAROUCHE**,
NEREE LAPOINTE, **EMILE TREMBLAY**, tous de Grandes-Bergeronnes, défendeurs.

Comme appartenant à Wilbrod Larouche:

Un emplacement faisant partie du lot No 46, du rang 2, du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes; borné en front au chemin public, à l'ouest à George Morin, à l'est à Dolard Lapointe, au nord, à Jean Gauthier,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Bergeronnes, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. **ELIE MALTAIS**.
Malbaie, 23 août 1926. 4033—35—2
[Première publication, 28 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Saguenay.

(Siégeant à Tadoussac.)

Malbaie, à savoir : } **ALFRED TREMBLAY**,
No 178. } navigateur, de Grandes-
Bergeronnes, demandeur; vs **MEDERIL RATTE**,
PROBE LAROUCHE, **WILBROD LAROUCHE**,
NEREE LAPOINTE, **EMILE TREMBLAY**, tous de Grandes-Bergeronnes, défendeurs.

Comme appartenant à Probe Larouche:

Un certain terrain, faisant partie du lot No 47d du rang I du cadastre officiel, pour le canton Bergeronnes, tel que clôturé—avec maison et moulin de portes et châssis et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Bergeronnes, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. **ELIE MALTAIS**.
Malbaie, 23 août 1926. 4035—35—2
[Première publication, 28 août 1926]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de district.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR S P E**
No 2076. } **NARD**, deman-
deur; vs **WILLIAM-F. MONAGHAN**, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un droit de réméré suivant acte passé entre William-F. Monaghan, ingénieur, de la ville de Watertown, dans l'état de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique, à Abraham Noël, beurrier, de la paroisse des Trois-Rivières, devant Mre Lucien Lemire Gonneville, notaire public,

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Saguenay.

(Sitting at Tadoussac.)

Malbaie, to wit : } **ELZEAR SIMARD**, far-
No. 179. } mer, of Grandes Berge-
ronnes, Plaintiff; vs **MEDERIL RATTE**, **PROBE LAROUCHE**, **WILBROD LAROUCHE**,
NEREE LAPOINTE, **EMILE TREMBLAY**, all of Grandes Bergeronnes, defendants.

As belonging to Wilbrod Larouche:

An emplacement forming part of lot No. 46 of range 2, of the official cadastre for the township of Bergeronnes; bounded in front by the public road, to the west by George Morin, to the east by Dolard Lapointe to the north by Jean Gauthier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of des Bergeronnes, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office. **ELIE MALTAIS**,
Malbaie, August 23, 1926. 4034—35—2
[First publication, August 28, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Saguenay.

(Sitting at Tadoussac.)

Malbaie, to wit : } **ALFRED TREMBLAY**,
No. 178. } navigator, of Grandes
Bergeronnes, Plaintiff; vs **MEDERIL RATTE**,
PROBE LAROUCHE, **WILBROD LAROUCHE**,
NEREE LAPOINTE, **EMILE TREMBLAY**, all of Grandes Bergeronnes, Defendants.

As belonging to Probe Larouche:

A certain land forming part of lot No. 47d of range I of the official cadastre for the township of Bergeronnes such as fenced in—with house and doors' and sashes' mill and other dependencies.

To be sold at the church door of the parish of des Bergeronnes, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office. **ELIE MALTAIS**,
Malbaie, August 23, 1926. 4036—35—2
[First publication, August 28, 1926]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **ARTHUR SPE**
No. 2076. } **NARD**, plain-
tiff; vs **WILLIAM F. MONAGHAN**, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A right of redemption according to a deed passed between William F. Monaghan, engineer, of Watertown, in the state of New York, one of the United States of America, to Abraham Noël, butter maker, of the parish of Three Rivers, before Mre Lucien Lemire Gonneville, notary

de la cité des Trois-Rivières, en date du vingt-deuxième jour de novembre mil neuf cent vingt-quatre, sous le No 684, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, en la cité des Trois-Rivières, le trente et unième jour de décembre mil neuf cent vingt-quatre, sous le No 90818, sur les propriétés ci-après décrites, savoir:

1. "Les lots de terre situés sur le côté sud-ouest de la IXème Avenue, à l'endroit connu sous le nom de "Plateau Laviolette", dans ladite cité des Trois-Rivières, connus et désignés sous les numéros cinq cent cinquante-deux, cinq cent cinquante-trois, cinq cent cinquante-quatre, cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit, cinq cent cinquante-neuf, cinq cent soixante, cinq cent soixante et un, cinq cent soixante-deux, cinq cent soixante-trois et le résidu du lot numéro cinq cent soixante-quatre après l'élargissement de la rue appelée "Avenue Cambrai", (1121-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563 et partie 564) mesurant lesdits lots 552-553-554-555-556 et 557, chacun, trente-quatre pieds de front, par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins et conformément au dit cadastre; le dit lot 558, trente-quatre pieds de front par une profondeur moyenne de quatre-vingt-un pieds; le lot 559, quarante-huit pieds et sept pouces de front par toute la profondeur démontrée sur ledit plan officiel, ledit lot 560, quarante-huit pieds et 7 pouces par toute la profondeur démontrée sur ledit plan officiel, et ladite partie du dit lot 564, le résidu démontré sur le plan comportant l'élargissement de la dite Avenue Cambrai; lesdites mesures devant être prises à mesure anglaise, plus ou moins, et conformément auxdits plan officiel et non officiel.

2. "Les lots de terre situés sur le côté ouest de l'Avenue Laviolette, faisant front à la place Verdun, à l'endroit appelé "Plateau Laviolette", dans ladite cité des Trois-Rivières, connus et désignés comme étant la plus large partie des lots numéros trois cent cinquante-quatre et trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante et un, avec la partie de la ruelle à l'arrière et comprise entre les lignes latérales des dits lots continuant et traversant telle ruelle à cet endroit, laquelle ruelle est connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante-cinq du dit plan de la subdivision officielle du dit lot numéro onze cent vingt et un (1121-351-352-353-354 et 355) du cadastre officiel de ladite cité des Trois-Rivières; mesurant, chacun desdits lots 352-353 et 354, trente et un pieds de front par toute la profondeur démontrée sur un nouveau plan non officiel, et comprenant toute la profondeur qui restera des dits lots après l'élargissement de ladite Avenue Laviolette, et avec la partie de ladite ruelle; le dit lot 351 étant le résidu dudit lot qui restera après l'élargissement de ladite Avenue (coin de la place Vimy) et avec ladite partie de la ruelle; le tout à mesure anglaise et plus ou moins, et conformément aux dits plans".

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain 1926, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif. PHL.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 23 août 1926.

[Première publication, 28 août 1926]
4021-35-2

public, of the city of Three Rivers, dated the twenty second day of November, one thousand nine hundred and twenty four, under No. 684, and registered at the registry office of the county of Saint Maurice, in the city of Three Rivers, the thirty first day of December, one thousand nine hundred and twenty four, under No. 90818, on the properties hereunder described, to wit:

1. The lots of land situate on the southwest side of IXth Avenue, at the place known under the name of "Plateau Laviolette", in the said city of Three Rivers, known and designated under numbers five hundred and fifty two, five hundred and fifty three, five hundred and fifty four, five hundred and fifty five, five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven, five hundred and fifty eight, five hundred and fifty nine, five hundred and sixty, five hundred and sixty one, five hundred and sixty two, five hundred and sixty three and the residue of lot number five hundred and sixty four after the widening of the street called "Avenue Cambrai" (1121-552-553-554-555-556-557-558-559-660-561-562-563 and part of 564), measuring the said lots 552-553-554-555-556 and 557, each thirty four feet in front by a depth of eighty four feet, English measure, more or less and according to the said cadastre; the said lot 558, thirty four feet in front by a mean depth of eighty one feet; the lot 559, forty eight feet and seven inches in front by all the depth described on the said official plan, the said lot 560, forty eight feet and seven inches by all the depth described on the said official plan, and the said part of said lot 564, the residue described on the plan showing the widening of said Avenue Cambrai; the said measurements to be taken English measure, more or less, and according to the said official and non-official plans.

2. The lots of land situate on the west side of Avenue Laviolette, fronting on Place Verdun, at the place called "Plateau Laviolette", in the said city of Three Rivers, known and designated as being the widest part of lots numbers three hundred and fifty four and three hundred and fifty three, three hundred and fifty two and three hundred and fifty one, with the part of the lane in rear and comprised between the lateral lines of said lots continuing and crossing such lane at such place, which lane is known and designated under number three hundred and fifty five of the said plan of the official subdivision of said lot number eleven hundred and twenty one (1121-351-352-353-354- and 355) of the official cadastre of the said city of Three Rivers; each of the said lots 352-353 and 354 measuring thirty one feet in front by all the depth described on a new non-official plan and comprising all the remaining depth of the said lots after the widening of said Avenue Laviolette, and with the part of the said lane; the said lot 352 being the residue of said lot which will be left after the widening of the said Avenue (corner of Place Vimy) and with the said part of the lane; the whole English measure and more or less, and according to the said plans.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office. PHL. L. LASSONDE, Sheriff.
Three Rivers, August 23, 1926.

[First publication, August 28, 1926]
4022-35-2

Lettres patentes

Letters patent

"Venus Gold Mine, Limited" (No personal liability) "La Mine d'Or Venus, Limitée" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1926, constituant en corporation: Alfred Tremblay, explorateur arctique, Arsène Marcotte, agent, J.-Léon Boucher, sténographe, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des mines de Québec, chap. 80, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif ou l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions;

La compagnie sera administrée par un bureau de direction de cinq directeurs qui seront élus à l'assemblée générale annuelle de la compagnie; sous le nom de "Venus Gold Mine, Limited" (No

"Venus Gold Mine, Limited" (No personal liability) "La Mine d'Or Venus, Limitée" (Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1926, incorporating: Alfred Tremblay, arctic explorer, Arsène Marcotte, agent, J. Léon Boucher, stenographer, all of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the purposes hereabove mentioned;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph or telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, chap. 80, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations, and for the transport of its products;

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by a mining company, and hold or dispose of same;

To acquire the assets or undertaking, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which it may exercise or carry on itself under the present act, and to pay for same, in whole or in part, if such person or company consents thereto, by the remittance of paid shares, and take over the debts and obligations of the assets thus acquired;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for their shares;

The company shall be managed by a board of five directors who will be elected at the general annual meeting of the company, under the name of "Venus Gold Mine, Limited" (No persona

personal liability) "La Mine d'Or Venus, Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4265 C.-J. SIMARD.

liability) "La Mine d'Or Venus, Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00); divided into one million (1,000,000) shares of one dollar each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1926.

C. J. SIMARD,
4266 Assistant Provincial Secretary.

Compagnie dissoute

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure.

Prenez avis que le treizième jour d'août de l'année mil neuf cent vingt-six, dans la cité de Québec, par jugement de l'honorable juge Letellier, la société commerciale "O. Prudhommeaux, Enregistré" a été déclarée dissoute à toutes fins futures que de droit.

Prenez aussi avis que j'ai été nommé liquidateur de la dite société, en vertu et par le même jugement.

(Signé) C.-A. LEPAGE,
37 de la Couronne.
Québec, 15 septembre 1926. 4271

Company dissolved

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court.

Take notice that on the thirteenth day of August in the year nineteen hundred and twenty six, in the city of Quebec, by judgment of the Honorable Judge Letellier, the commercial partnership "O. Prudhommeaux, Enregistré" has been declared dissolved for all future lawful purposes.

Also take notice that I have been appointed liquidator of the said partnership, under and by the same judgment.

(Signed) C. A. LEPAGE,
37 Crown Street.
Quebec, September 15, 1926. 4272

Soumissions

Province de Québec, municipalité du village de Charlesbourg.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la municipalité du village de Charlesbourg, demande des soumissions écrites pour une série d'obligations au montant de \$68,000.00, émises par elle, de 1 à 40 ans, à compter du 1er août, 1926, sous l'autorité de son règlement en date du 5 juillet, 1926, payables en séries, suivant le tableau, durant les quinze premières années; la balance de l'emprunt devenant due la quinzième année.

Le dit emprunt porte intérêt au taux de 5%, payable, capital et intérêt, les 1er février et 1er août de chaque année, à la banque Canadienne Nationale, à Charlesbourg, ou Limoilou; les coupures étant de \$100.00 pour \$4,000.00 de l'emprunt et de \$500.00 pour la balance.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner la soumission, laquelle devra d'ailleurs spécifier si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts courus de la date d'émission.

Le conseil municipal ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes à la salle municipale du conseil, à Charlesbourg, lundi soir, le 4 octobre prochain, à sept heures du soir.

Charlesbourg, le 15 septembre 1926.
Le secrétaire-trésorier,
4273 AMEDEE DORION.

Tenders

Province of Quebec, Municipality of the Village of Charlesbourg.

Public notice is hereby given that the Council of the municipality of the village of Charlesbourg, makes application for written tenders for a series, of bonds to the amount of \$68,000.00, issued by it, from 1 to 40 years, from the 1st of August, 1926, under authority of its by-law dated the 5th of July, 1926, payable serially, according to table, during the first fifteen years; the balance of the loan becoming due the fifteenth year.

The said loan shall bear interest at the rate of 5%, payable capital and interest on the 1st of February and 1st of August of every year, at the Banque Canadienne Nationale, in Charlesbourg or Limoilou; the denominations being of \$100.00 for \$4000.00 of the loan and \$500.00 for the balance.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany each tender, which must moreover specify if the price includes or does not include the accrued interest from the date of issue.

The Municipal Council shall not be bound to accept the highest or any of the tenders.

The tenders will be opened in the municipal hall of the council, at Charlesbourg, on Monday evening, the 4th of October next, at seven o'clock P. M.

Charlesbourg, 15th September, 1926.
AMEDEE DORION,
4274 Secretary-treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 38

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Baillargeon vs Labranche.....	2878
“ Delisle vs Dubois.....	2879
“ Farnesyn vs Sauveur.....	2878
“ Lachance vs Deblois.....	2879
“ Lefebvre vs Dolbec.....	2879
“ Lyster vs Skillin.....	2878
“ Salvail vs Fournier.....	2878
“ Silverman vs Malitz.....	2879

ANNONCEURS:—Avis aux.....	2867
---------------------------	------

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant le tarif des registrateurs....	2869
---	------

ASSURANCES:—

Boston Insurance Company.....	2876
La Cie d'Assurance Windsor, Ltée.....	2876

AVIS DIVERS:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2880
Lake St. John Light & Power Co.....	2882
Valco Mines Company.....	2879
Valco Mines Company.....	2880
Ville de Coaticook (barrage).....	2882

BUREAU-CHEF:—

Anticosti Shipping Co.....	2883
Magdalen Fisheries, Ltd.....	2883
Pilon & Allan, Limitée.....	2884
Valco Mines Company.....	2883

CHARTRE—ABANDON DE:—

Camson Investment Corporation.....	2884
Glenora Securities, Inc.....	2884

COMPAGNIE DISSOUTE:—

O. Prudhommeaux, Enrg.....	2902
----------------------------	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Macamic.....	2977
Paroisse de Saint-Eusèbe.....	2877

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Canton Nemtayé.....	2878
---------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Horn's, Limited.....	2870
St. James Shoes, Limited.....	2872
Venus Gold Mine, Ltd—La Mine d'Or Vénus, Ltée.....	2901

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Kransmann's Lorrain Café, Ltd.....	2875
La Renardière de Laval-des-Rapides, Inc	2876

MINUTES DE NOTAIRE:—

Dumais, Antoine, en faveur de.....	2884
L'Heureux, Adélar.....	2885
Perreault, Jean-Baptiste.....	2885
Rowat, Harland Cameron.....	2884

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Baillargeon vs Labranche.....	2878
“ Delisle vs Dubois.....	2879
“ Farnesyn vs Sauveur.....	2878
“ Lachance vs Deblois.....	2879
“ Lefebvre vs Dolbec.....	2879
“ Lyster vs Skillin.....	2878
“ Salvail vs Fournier.....	2878
“ Silverman vs Malitz.....	2879

ADVERTISERS:—Notice to.....	2867
-----------------------------	------

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting Registrars' Tariff.....	2869
------------------------------------	------

INSURANCES:—

Boston Insurance Company.....	2876
Windsor Insurance Co., Ltd.....	2876

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2880
Lake St. John Light & Power Co.....	2882
Valco Mines Company.....	2879
Valco Mines Company.....	2880
Town of Coaticook (dam).....	2882

CHIEF-OFFICE:—

Anticosti Shipping Co.....	2883
Magdalen Fisheries, Ltd.....	2883
Pilon & Allan, Limitée.....	2884
Valco Mines Company.....	2883

CHARTER—SURRENDER OF:—

Camson Investment Corporation.....	2884
Glenora Securities, Inc.....	2884

COMPANY DISSOLVED:—

O. Prudhommeaux, Enrg.....	2902
----------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Macamic.....	2977
Parish of Saint Eusèbe.....	2877

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Township Nemtayé.....	2878
-----------------------	------

LETTERS PATENT:—

Horn's, Limited.....	2870
St. James Shoes, Limited.....	2872
Venus Gold Mine, Ltd—La Mine d'Or Vénus, Ltée.....	2901

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Kransmann's Lorrain Café, Ltd.....	2875
La Renardière de Laval-des-Rapides, Inc	2876

NOTARIAL MINUTES:—

Dumais, Antoine, in favor of.....	2884
L'Heureux, Adélar.....	2885
Perreault, Jean-Baptiste.....	2885
Rowat, Harland Cameron.....	2884

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	2868
Diverses.....	2868

SOUMISSIONS:—

Commissaires d'écoles de Saint-Joseph-d'Alma.....	2887
Commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic.....	2887
Village de Campbell's Bay.....	2886
Village de Charlesbourg.....	2902
Village de Shawville.....	2885
Ville de Laval-sur-le-Lac.....	2886

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio..	2888
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Corporation ville Black-Lake vs Parent et vs Rémillard.....	2889
Drouin vs Caron.....	2889
Lemire vs Frenette.....	2889

BEAUCE:—

Cloutier vs Cloutier.....	2890
---------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Gagné vs Bouchard.....	2890
------------------------	------

HULL:—

Boucher vs Lalonde.....	2891
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Copping vs Lavoie.....	2892
------------------------	------

MONTMAGNY:—

Caron vs Cloutier.....	2892
Cloutier vs Joneas.....	2893
Leclerc vs Harton.....	2893

MONTRÉAL:—

Cité de Montréal vs Industrial Sites, Ltd	2894
---	------

QUÉBEC:—

Motors, Limited vs Germain.....	2897
Verreault vs Dumaine <i>et al.</i>	2897

RIMOUSKI:—

Desjardins vs Murray.....	2898
Hamel vs Grenon.....	2898

SAGUENAY:—

Simard vs Ratté <i>et al.</i>	2899
Tremblay vs Ratté <i>et al.</i>	2899

TROIS-RIVIÈRES:—

Spénard vs Monaghan.....	2899
--------------------------	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	2868
Miscellaneous.....	2868

TENDERS:—

School Commissioners of Saint Joseph d'Alma.....	2887
School Commissioners of Pointe au Pic.....	2887
Village of Campbell's Bay.....	2886
Village of Charlesbourg.....	2902
Village of Shawville.....	2885
Town of Laval-sur-le-Lac.....	2886

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio..	2888
---	------

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Corporation town Black-Lake vs Parent and vs Rémillard.....	2889
Drouin vs Caron.....	2889
Lemire vs Frenette.....	2889

BEAUCE:—

Cloutier vs Cloutier.....	2890
---------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Gagné vs Bouchard.....	2890
------------------------	------

HULL:—

Boucher vs Lalonde.....	2891
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Copping vs Lavoie.....	2892
------------------------	------

MONTMAGNY:—

Caron vs Cloutier.....	2892
Cloutier vs Joneas.....	2893
Leclerc vs Harton.....	2893

MONTREAL:—

City of Montreal vs Industrial Sites, Ltd.	2894
--	------

QUEBEC:—

Motors, Limited vs Germain.....	2897
Verreault vs Dumaine <i>et al.</i>	2897

RIMOUSKI:—

Desjardins vs Murray.....	2898
Hamel vs Grenon.....	2898

SAGUENAY:—

Simard vs Ratté <i>et al.</i>	2899
Tremblay vs Ratté <i>et al.</i>	2899

THREE RIVERS:—

Spénard vs Monaghan.....	2899
--------------------------	------